

# ROUGE

hebdomadaire d'action communiste

1<sup>er</sup> MAI





# sommaire

## POLITIQUE

éditorial  
Un premier mai internationaliste  
P.5. Quelle manifestation ?  
P.4. Dubcek parle

## SYNDICATS

P.6. l'art d'oublier  
Le congrès CFDT des Banques

## EMPLOI

P.7. Pour être prêts le jour « J »

## IMMIGRES

P.8. Contre le racisme

## INTERNATIONAL

P.10. Liban : échec à l'Etat fort  
P.11 à 14. **Dossier Portugal**  
P.15. Italie : une offensive meurtrière  
P.16-17. Vietnam : non à un régime Thieu sans Thieu

## JEUNESSE - ARMEE

P.18. Ras-le-bol dans les Ecoles normales  
P.18.19 Interview de Pelletier

## VIE QUOTIDIENNE

P.20. Le code de la famille à Cuba  
La rencontre internationale du MLAC

## LIVRES - CINEMA

P.22. Le chêne et le veau de Soljenitsyne

## SOCIETE

P.24. Réinventer l'avenir. Interview de Brice Lalonde.

« Rouge » - 10, Impasse Guéméné - Paris 75004

Téléphone : 272 86 96 et 272 68 82

Directeur de publication : H. Weber  
Imprimerie N.P.P.

N° 297 - VENDREDI 25 AVRIL 1975

# TOI QUI ACHETES CE JOURNAL POUR LA PREMIERE FOIS

Rouge va depuis 330 semaines. Six années. Son premier numéro est sorti en octobre 1968. Il a soutenu appuyé toutes les luttes depuis Mai 68. C'est dans ses colonnes que se sont exprimés en 1969 les débats pour la construction de la Ligue communiste comme une forte section de la Quatrième internationale. Rouge a soutenu les campagnes des marxistes révolutionnaires aux Présidentielles de 1969 et de 1974, aux Législatives de 1973. Rouge a relaté la totalité des luttes lycéennes et étudiantes année après année. Rouge a été un porte-voix pour toutes les luttes ouvrières exemplaires, du Joint Français à Lip de la RATP à Renault. Rouge a présenté des analyses régulières de la situation internationale, la révolution chinoise, le Club de l'Unité populaire de Portugal. Rouge publie depuis plusieurs années des « dossiers » réguliers sur l'histoire du mouvement ouvrier, la guerre civile en Espagne ou sur des questions d'actualité (l'énergie nucléaire).

Lecteur, ce numéro est une « nouvelle formule » un effort pour améliorer non seulement la présentation, mais la qualité des articles. Dans les conditions difficiles de la production de l'impression et de la vente de la presse d'extrême gauche, cet effort a besoin d'être soutenu. Il y a de nouvelles rubriques, une plus grande diversité des sujets traités... mais c'est à toi de juger.

Lecteur, tu peux nous aider ! En nous écrivant d'abord. Pour engager le débat à partir de ce que nous nous efforçons de présenter le plus

clairement possible dans nos colonnes. Pour nous faire les critiques et les suggestions qui permettront que chaque numéro soit meilleur que le précédent.

En achetant régulièrement le journal ensuite ! Il nous faut pour « équilibrer » cette nouvelle formule éditoriale augmenter son nombre de pages, pour préparer aussi la sortie d'un « quotidien rouge » augmenter notre nombre de lecteurs de 5.000 par semaine !

Lecteur, tu peux faire connaître ce journal autour de toi, le trouver de nouveaux abonnés, veiller à ce qu'il soit bien affiché et bien diffusé dans les kiosques, le faire circuler dans ton entreprise, dans ton quartier.

Voilà bientôt six semaines que Rouge préparait cette nouvelle formule. La voilà. Mais rien n'est fait encore si les efforts militants qui vont maintenant se porter sur une diffusion systématique (de la main à la main, par ventes de masse à la criée, au porte-à-porte, dans l'entreprise, l'université, le lycée, le quartier) ne sont pas couronnés de succès.

Le mois de mai doit être l'occasion de « tester » le fait que la conquête de quelques milliers de lecteurs supplémentaires est possible !

Lecteur, si tu achètes ce journal pour la première fois ou « à nouveau » c'est particulièrement à toi que nous nous adressons, demande au camarade qui te l'a vendu comment se procurer Rouge régulièrement, comment s'abonner, si tu trouves Rouge dans un kiosque (ce que nous savons bien être difficile) écris-nous. G.F.

## ABONNEMENT

particuliers	FRANCE		ETRANGER	
	1 an	6 mois	1 an	6 mois
sous pli fermé	120 f	60 f	150 f	75 f
sous pli ouvert	200 f	100 f	250 f	125 f
collectivités				
sous pli ouvert	100 f	50 f	120 f	60 f

Paiement à l'ordre de « Rouge », 10, Impasse Guéméné, Paris 4<sup>e</sup> par avion : écrire à « Rouge ». Seules les demandes accompagnées du règlement sont prises en compte. Joindre 3 F et la dernière bande pour un changement d'adresse.

## COURRIER des lecteurs

« Rouge » a reçu dans son courrier la lettre d'un camarade détenu à Fresnes qui apporte sa contribution au débat sur le quotidien. Nous en publions certains extraits et par la même occasion appelons les lecteurs à écrire à

Reilles Jean-Claude  
N° d'érou 645511  
Hôpital Central de Fresnes  
Service de chirurgie  
Prison de Fresnes

Camarades,

Hier, j'ai expédié un petit mot, dans le cadre du débat concernant le futur hebdo

Rouge et le futur quotidien Rouge. Et puis voilà que ce matin je regrettais vivement d'avoir été « trop court ». Je dirais même que je me suis un peu échauffé à la réflexion (vous ferez donc la part du feu).

Je voulais dire qu'au-delà (ou en deca) des discussions contradictoires ce qui me semble essentiel, se résume comme suit, sommes-nous assez nombreux à vouloir (et à pouvoir...) un quotidien Rouge ? Dans cette perspective, je suis hérisé de voir qu'à mon sens vous ne commencez pas « par le début ».

Grosso modo : 1) Réservez une page (sur plusieurs semaines) pour commencer par informer :

a) des coûts, b) des fonds nécessaires (y compris les fonds de réserve de sécurité, procès éventuels, etc., etc.) à réunir préalablement.

2) On aimerait savoir le nombre actuel et constant d'abonnés !

Parler de « gagner » des lecteurs, de « campagne de lancement », etc., c'est de la spéculation « prématurée ». La question est de savoir si les abonnés actuels veulent un quotidien. S'ils le veulent et s'ils sont prêts à en assurer la sécurité financière ! Car ce sont bien les premiers concernés que j'ai sache ?

Donc, je m'étonne que vous discutiez de gagner « 5000 lecteurs nouveaux » etc., quand je dis « je m'étonne » c'est un euphémisme, je suis vraiment indigné !! C'est peu de le dire ! Rouge Quotidien serait d'une extrême importance pour les luttes, pour acquérir une autonomie qui manque encore. Alors je dis que c'est aux militants et abonnés de LCR de faire un effort exceptionnel pour garantir au moins un an de vie, en toute sécurité financière : et c'est seulement sur cette base garantie que les discussions pourraient être fructueuses, à propos des moyens de gagner des lecteurs, etc., etc.

C'est bien dans cet esprit que j'avais parlé d'un questionnaire qui serait envoyé à tous les abonnés et militants. Entre autres questions, on peut imaginer qu'une question serait subdivisée dans le genre « Etes-vous prêt à expédier la somme qui représente la participation minimum à la création du quotidien. Avez-vous les moyens d'envoyer plus que cette participation minimum. Si oui, combien, etc. Vous auriez ainsi une addition à faire : c'est le total qui « déciderait » de la possibilité.

Quoi qu'il en soit, vous pouvez d'ores et déjà me compter et m'inscrire comme un abonné certain du futur quotidien « Rouge ».

J.C.R.

## LIBRAIRIE ROUGE

10, impasse Guéméné - Paris 4<sup>e</sup>

Nouvelles parutions Maspéro :  
une milice patronale : Peugeot  
(Claude Angeli, Philippe Brino, Cahier Libre 303, prix 1200 F)  
La torture dans la République  
(P. Vidal-Naquet, Petite collection Maspéro, N° 143, prix 9,50 F)  
Les crimes de l'armée française  
(P. Vidal-Naquet, prix 9,50 F)  
20 % de réduction sur tous les livres à la Librairie Rouge.

je désire m'abonner à  
**ROUGE**

NOM.....

ADRESSE.....

ABONNEMENT DESIRE.....



# POUR UN 1er MAI INTER/ NATIONALISTE



D.R.

Le premier mai 1975, journée internationale de lutte des travailleurs, sera marquée par la plus retentissante défaite de l'impérialisme américain et de ses alliés en Indochine.

Les révolutionnaires du Cambodge, chassant Lon Nol et sa clique, prenant Phnom Penh militairement, sonnent le glas de l'impérialisme américain dans cette partie du monde.

Au Vietnam, la révolution s'apprête à mettre un point final à trente années de guerre coloniale et de massacres organisés successivement par l'impérialisme français puis américain.

Et en écho, aux antipodes de Saïgon, les ouvriers, les paysans et les soldats portugais annoncent les grandes secousses d'une révolution qui se met en marche.

C'est sous le signe des victoires révolutionnaires en Indochine que se trouve placé le 1er Mai 1975. En cela c'est une date historique car la défaite de l'impérialisme ne peut être perçue que comme un encouragement donné aux peuples du monde à entreprendre des combats résolus pour leur libération pour la chute du capitalisme, pour la victoire du socialisme à l'échelle mondiale.

C'est avec éclat que les travailleurs du monde entier et notamment en France, devront saluer les révolutionnaires indochinois et affirmer leur solidarité avec eux, ainsi que leur volonté d'abattre l'impérialisme source de toutes les crises et de tous les crimes contre l'humanité.



# NOTES POLITIQUES



## revolution socialiste



11, rue de l'Autre Chaparrois à Paris - DU REVOLUTION SOCIALISTE, DU CARACTERE DE REVOLUTION - CDE

D.R.

## LORSQUE DUBCEK PARLE

Rompant avec l'interdiction de parler qui lui est faite depuis 6 ans, Alexandre Dubcek, premier secrétaire du Parti communiste tchécoslovaque pendant les événements de 1968, vient de faire connaître une lettre qui bien qu'adressée au Parlement et au Conseil national slovaque, vise en réalité les cadres du PCT, et accessoirement ceux des partis communistes des pays capitalistes.

Rien de sensationnel ni d'inconnu n'émaille le contenu d'une lettre dont l'intérêt réside plus dans sa publication que dans son contenu. Ce dernier est essentiellement la dénonciation de pratiques policières illégales dont Dubcek, et d'autres, sont les victimes; la description du climat anti-démocratique qui règne dans le parti et qui ne permet pas de régler les difficultés auxquelles est confrontée la société tchécoslovaque; la réaffirmation par contraste, de la justesse de la voie suivie au moment du « Printemps de Prague ». Bref, rien de bien nouveau, si ce n'est, dit tout haut, ce que beaucoup pensent tout bas en Tchécoslovaquie.

Et c'est probablement la fonction de cette lettre que d'être l'amorce d'un débat politique que l'on sent courir à travers toutes les instances bureaucratiques, mais qui n'arrive pas encore à émerger. Plusieurs indices donnent à penser que la direction du PCT a conscience de l'impasse dans laquelle elle se trouve. Fondamentalement elle n'a pas résolu les problèmes économiques hérités des années 60, et que l'élection de Dubcek à la tête du parti, le 5 janvier 1968, visait à régler. L'intervention étrangère a mis un terme aux tentatives novatrices de la direction dubcekienne, et la situation économique est retombée à l'état antérieur, aggravée par les répercussions de la crise capitaliste sur le pays, ainsi que par la politique d'épuration qui a guidé les nouveaux dirigeants. Dans tous les secteurs économiques la Tchécoslovaquie manque cruellement des techniciens qu'elle a limogés ou bannis. Le climat politique issu de la répression de masse est plutôt morose; dans les entreprises la priorité est plus donnée à la démerde individuelle qu'à l'enthousiasme collectif dans la construction du socialisme. Cette dépolitisation, condition du maintien au pouvoir des dirigeants imposés par l'occupant, se retourne maintenant contre eux, obligés qu'ils sont de régler seuls des problèmes insurmontables.

C'est dire que les bases objectives à l'apparition de luttes de fractions et de cliques existent dans tout l'appareil du PCT. Il y a ceux qui ont tellement eu peur pour leurs privilèges et sinécures d'incapables pendant les quelques mois de l'ère Dubcek que, pour rien au monde, ils n'accepteraient de lever le pied de la répression. Il y en a d'autres, plus jeunes, plus capables ou à la mémoire plus courte, qui sont prêts à tenter de nouvelles expériences pour sortir des difficultés. Entre les deux il y a la grande masse des indécis, toute l'ossature du parti. C'est ce créneau que vise la lettre de Dubcek.

L'opportunité de sa publication est évidente. Elle arrive en écho à des débats qui sont déjà lancés dans certaines instances, et dont le rédacteur ne pouvait pas être au courant. C'est ainsi qu'au dernier comité central de l'année 74 il fut âprement débattu de la réintégration de quelques 3000 spécialistes économiques liés à la direction Dubcek, et dont l'absence se fait douloureusement sentir. Quelques mois auparavant une « mission d'exploration » soviétique avait discrètement sondé certains cercles du « Printemps de Prague » pour connaître le prix d'une éventuelle recollaboration. La libération sans condition de tous les prisonniers politiques avait été un préalable à toute poursuite de la discussion qui, à notre connaissance, s'était arrêtée là. La lettre de Dubcek, qui reformule autrement les mêmes exigences, est une façon de rendre public les termes de la discussion. Et surtout elle est un repère pour l'avenir, ce qui ne saurait échapper aux dizaines de milliers de permanents du parti à qui elle est destinée.

La violence de la riposte de la direction en place semble largement donner raison à cette interprétation. Derrière la menace et l'insulte on sent fort bien la peur des bureaucrates qui ont peur de se faire piquer leur base.

C'est à ce douloureux niveau qu'a dû se situer G. Marchais lorsque, interrogé sur la signification de la lettre de Dubcek, il a donné, en toute solidarité une réponse du genre: de quoi se plaint-il? Il n'est ni pendu, ni en prison. Apparemment le fait que Dubcek et des milliers d'autres ne peuvent parler ne le gêne pas outre mesure. C'est étonnant.

## CONTRE LA REPRESSION AU MAROC

Au moment où Giscard va rendre visite à Hassan II, roi-let du Maroc, le comité contre la répression au Maroc lance une campagne d'information dans le but de dénoncer la réalité policière du régime d'Hassan et la nature des accords dits de coopération actuellement en vigueur entre la France et le Maroc.

Ce que les journaux ne diront pas, c'est qu'aujourd'hui, 200 militants crouissent dans les prisons de ce pays; que les « disparus » se comptent par dizaines; qu'enfin le peuple marocain vit dans une immense misère qui rend d'autant plus scandaleux le luxe de la royauté.

Si le patronat français a décidé de passer de « nouveaux accords de coopération économique et culturelle », c'est qu'il a besoin de nouveaux débouchés économiques. De resserrer l'encadrement de l'immigration par la complicité renforcée des polices, l'exploitation accrue du peuple marocain. (voir notre article page 8). Permanence téléphonique du Comité:

033.31.38

## PAYSANS TRAVAILLEURS CONDAMNES A St NAZAIRE

La justice ne lésine pas lorsqu'il s'agit de frapper des travailleurs. Le tribunal correctionnel de St Nazaire a condamné le 22 avril douze paysans, accusés d'avoir illicitement occupé une ferme en Loire-Atlantique.

La police avait le 21 avril investi la Vigne-Marou arrêtant tous ses occupants membres du comité de soutien à Claude Mazery et à sa femme. Les gendarmes auraient alors trouvé des produits incendiaires « pouvant servir à la confection de cocktails Molotov ». Alain Mazery a subi la plus lourde peine puisqu'il a été condamné à 18 mois de prison dont trois avec sursis. Mais tous ses camarades ont également été frappés de peines de prison ferme avec plus ou moins de sursis.

La rapidité et la lourdeur des condamnations pourront peut-être ralentir pendant quelques semaines l'action des paysans travailleurs, elles ne l'arrêteront sûrement pas.

## PETITE ANNONCE

Ce n'est pas une nouvelle rubrique de « Rouge » nouvelle formule; mais une fois n'étant pas coutume, signalons qu'un camarade a oublié une forte somme d'argent à la Librairie Rouge. Il peut s'y présenter et reprendre son dû.

## DES OREILLES ENNEMIES...

Le 9 avril dernier, le Pasteur CRUSE, militant antimilitariste de longue date, déposait une plainte « pour atteinte à la vie privée » auprès du Parquet de Nanterre.

Peu de temps auparavant, un postier avait découvert avec étonnement une « jarretière » supplémentaire sur la ligne téléphonique du Pasteur. En d'autres termes « on » écoutait René Cruse.

Le dossier va prendre 8 jours pour arriver devant le juge chargé de l'affaire M. Allo. Lorsque ce dernier ira constaté le délit, la « jarretière » aura disparu. Pourquoi un tel retard? Comment « on » a-t-il été au courant de la plainte, pour pouvoir ainsi supprimer les preuves?

Mais, par dessus tout, comment se fait-il que des écoutes existent encore, alors que l'actuel ministre de l'Intérieur, Poniatowsky, avait juré ses grands dieux qu'il les avait supprimées? Il faut croire qu'il y a d'un côté les belles paroles destinées à jeter la poudre aux yeux et de l'autre les actes semblables en tout à ceux d'hier.

Tout un programme en somme...

## vient de paraître : « T » COMME TIERCE

Les Editions Alain Moreau viennent de faire paraître un nouveau livre « T comme Tiercé ». L'auteur en est Claude Picant, journaliste à l'Humanité. Le sujet choisi est d'autant plus intéressant qu'on parle beaucoup tiercé avec le scandale « bride abattue », course durant laquelle de nombreux jockeys « retinrent » leurs chevaux.

Mais l'ouvrage de Picant dépasse largement le côté anecdotique. Au prix d'un long travail, il a réussi à découvrir de petites et grandes fraudes du PMU. Ainsi celui-ci aurait réussi à mettre à l'ombre 150 milliards en vingt ans. Qui dit mieux? D'autant plus que tout cela a été fait très officiellement grâce aux artifices multiples de la loi.

Ce livre est à lire. Que l'on joue ou que l'on ne joue pas, il est toujours intéressant de savoir qui se sucre et qui paye...

## APRES L'INCENDIE DU LOCAL DU GRS

« Rouge » dans son dernier numéro avait relaté l'incendie criminel allumé par les fascistes dans le local du GRS. Les dégâts ont été extrêmement importants. De plus, du matériel a été volé. Les assurances ne couvrent pas ce type d'« accident » le classant dans la catégorie « guerre civile ». Si nos camarades du GRS devaient ralentir leurs activités à cause de l'action des nerfis d'extrême-droite, ces derniers pourraient à juste titre se vanter d'avoir remporté une victoire. C'est pourquoi, tous ceux qui en ont les moyens peuvent et doivent aider à la réparation du local, au remplacement des machines dérobées.

Souscrire à  
CCP. Courbain.33.438.38 La Source  
Boite postale 10  
CEDEX 10



# 1<sup>er</sup> MAI QUELLE MANIFESTATION?

*Notre perspective stratégique  
n'est pas d'organiser les révolutionnaires pour eux-mêmes,  
c'est de mener la lutte pour arracher la masse des travailleurs  
à l'emprise des organisations réformistes.*



Dès la chute de Phnom Penh, dès les chiffres annonçant les 2 millions de chômeurs (totaux et partiels) dépassés, il était clair pour des centaines de milliers de travailleurs que ce 1<sup>er</sup> Mai ne devait pas être une simple journée de fête et de mobilisations rituelles, mais une journée de solidarité et de lutte sur 2 fronts : le soutien international aux travailleurs portugais et aux combattants indochinois ; la bataille contre le plan d'austerité de Giscard.

A une semaine du 1<sup>er</sup> Mai, sa préparation apparaît souvent en retrait sur des années précédentes. Alors que le sens politique de cette journée est évident face à l'impérialisme américain et au gouvernement Giscard, le PC et le PS ne se sont pas encore manifestés. Appelleront-ils à y participer ? Se contenteront-ils d'une position symbolique de soutien à une manifestation « de caractère syndical » ? Toujours est-il que les tensions entre le PC et le PS trouvent ici une répercussion directe.

La LCR pour sa part a d'ores et déjà appelé à participer à la manifestation unitaire du 1<sup>er</sup> Mai (CGT, CFDT). Elle entend par là non seulement marquer son contenu anti-impérialiste et anti-gouvernemental ; mais aussi avec ses forces limitées, montrer qu'il existe une autre voie : celle d'une contre-offensive unitaire de la classe ouvrière ; celle de l'égalité complète des droits et des salaires entre travailleurs français et immigrés ; celle du mouvement autonome des femmes, et de l'organisation des soldats dans un syndicat de classe lié aux syndicats ouvriers.

Lutte Ouvrière, Révolution et quelques autres groupes d'extrême-gauche ont choisi de ne pas participer au cortège et d'appeler à une manifestation séparée des révolutionnaires. Nous avons refusé de nous y joindre, considérant que ce choix recouvrait une vision erronée de la situation politique et de la tactique à développer par rapport aux directions réformistes du mouvement ouvrier.

Les arguments avancés pour justifier la non-participation au cortège unitaire du mouvement syndical ne tiennent pas. Affirmer, comme le fait Lutte Ouvrière qu'on ne s'impose pas dans une manifestation organisée par d'autres, c'est raisonner d'un point de vue plus moral que politique, en estompant le sens d'une bataille pour imposer la reconnaissance des révolutionnaires comme un courant du mouvement ouvrier.

De son côté Révolution étaye sa position sur une analyse particulière de la situation : selon elle les retombées de la querelle PC - PS et l'attitude des directions syndicales dans les luttes engendrent une défiance grandissante des masses envers les directions réformistes ; elle en déduit qu'il faut refuser de « coller au cul » de leur manifestation : un cortège séparé fera apparaître les révolutionnaires trop absents depuis 6 mois comme une alternative.

Cette position part d'une analyse radicalement fautive : elle ne comprend pas que la polémique incompréhensible pour les travailleurs entre PC et PS, le cours sectaire du PC, s'ils portent effectivement un coup à la crédibilité de l'Union de la gauche, n'ont pas pour conséquence d'ôter leur illusions aux masses et de les rendre plus prêtes à se tourner naturellement vers les révolutionnaires. C'est au contraire un puissant facteur de désorientation et de blocage de la situation, qui pèse non seulement sur la dynamique des luttes des travailleurs, mais mêmes par ricochet... sur le tonus politique de l'extrême-gauche. Faire un cortège séparé ne peut être perçu dans les circonstances actuelles que comme une pratique de division, sectaire et minorisante. Notre perspective stratégique n'est pas d'organiser les révolutionnaires pour eux-mêmes, en « séparant le bon grain de l'ivraie ». C'est de mener la lutte pour arracher la masse des travailleurs encore influencée par les réformistes à leur emprise. Nous ne le ferons pas par un simple appel à se rallier au panache rouge des révolutionnaires.

Le 1<sup>er</sup> Mai 1971, quand n'existait pas l'Union de la gauche, quand la CFDT n'appelait pas à manifester, cette illusion pouvait se manifester avec force dans la jeunesse étudiante et même une partie de la jeunesse ouvrière influencées par une vigoureuse idéologie antisyndicale. Aujourd'hui elle n'est vraiment plus de mise. La sensibilité du mouvement jeune à la liaison au mouvement ouvrier suffirait à le démontrer.

Il est dommage que toute l'extrême-gauche ne l'ait pas compris.

F. Lourson

le 23.4.75

Rouge page 5



# l'art d'oublier L'ESSENTIEL

Et les 40 heures ?  
Simple oubli...  
ou omission délibérée ?...

Mardi dernier, Ségué et Maire se sont rendus ensemble à l'Hôtel Matignon et avenue Pierre de Serbie. Leur but : « frapper à la porte du premier ministre et du CNPF (...) pour rappeler à ces derniers qu'ils n'ont toujours pas répondu à deux revendications qui tiennent particulièrement au cœur des salariés : le droit à la retraite à 60 ans (avec 75 % du salaire et un minimum égal au SMIC), le maintien du salaire dans tous les cas de chômage, total ou partiel » ( Humanité du 22-4-1975).

Et les 40 heures ? De cette revendication essentielle, il n'est apparemment plus question. Est-ce un simple oubli ? Dans ce cas, il est pour le moins surprenant. Est-ce une omission délibérée ? Comment alors justifier une relativisation de ce mot d'ordre, à un moment où le chiffre des 1.200.000 chômeurs réels est largement dépassé ? Parce qu'elle ne tiendrait pas « particulièrement au cœur des salariés » ? Ce n'est pas sérieux quand on sait quel est son impact dans la classe ouvrière, dans un pays où la semaine de travail est une des plus longues d'Europe.

Ne serait-ce pas plutôt parce que pour les partis qui se réclament de l'Union de la gauche, les 40 h. ont été jugée une revendication « coûteuse » objectif



Fotoib

auquel il faudrait parvenir progressivement, au cas où ils viendraient au gouvernement ? On se rappelle que lors des législatives de 1973, la Vie Ouvrière ne l'avait pas mise au rang des 12 mesures sociales clés qui seraient prises par un gouvernement de la gauche dès son avènement.

A l'époque, cela a pu apparaître aux rares militants qui l'ont relevé comme une bavure. Depuis, 2 ans se sont écoulés. Le nombre de chômeurs a doublé. Dans la plate-forme commune CGT-CFDT de décembre sur l'emploi les 40 heures étaient mentionnées, mais en seconde position derrière la revendication (juste) du droit à la retraite à 60 ans. Aujourd'hui dans cette délégation unitaire, les 40 h. n'ont pas été jugées prioritaires...

Face à la flambée du chômage qui se poursuivra de plus belle jusqu'à la fin de l'année, on ne peut avoir de position ambiguë sur les revendications à avancer. Il faut dire clairement que la revendication centrale, primordiale à avancer face au chômage, c'est la réduction massive du temps de travail, afin d'assurer le partage du travail existant entre toutes les mains ouvrières sans diminution de salaire.

Le dire, et se battre pour l'obtenir.

## BANQUES : CONGRES CFDT

Le congrès CFDT des banques s'est tenu du 15 au 19 avril à Dourdan. Les partisans d'un syndicalisme lutte de classe se devaient d'y être attentifs. Pour trois raisons essentielles :

— il survenait un an après une grève générale de la profession, où des dizaines de milliers d'O.S. des chèques s'étaient appropriés les formes d'action et d'organisation popularisées par les Lip (grève où les sections CFDT avaient joué un rôle actif) ;

— la Fédé-Banques avait, de longue date, affirmé son opposition à l'orientation de plus en plus clairement réformiste et électoraliste de Maire. Elle s'était notamment retrouvée aux côtés de la Fédération Hacuitex (Habillement, Cuir, Textile) et de la Basse-Normandie pour condamner les manipulations visant à faire de la CFDT un levier et une base d'appui du P.S.

— enfin, le rôle joué par les travailleurs des banques au Portugal venait à point pour faire réfléchir les militants syndicaux à l'importance stratégique que pourrait avoir un courant lutte de classe dans ce secteur, lors d'un affrontement central avec la bourgeoisie.

### une orientation démarquée de celle de Maire

Le rapport d'orientation fut présenté par Georges Bégot, secrétaire général depuis 1972. Sur plusieurs points, il se démarquait nettement de la majorité confédérale : refus de soumettre l'activité syndicale aux échéances électorales ; refus de parler de « transition au socialisme » sans poser en préalable la prise du pouvoir politique ; insistance sur un certain nombre de mesures radicales à prendre dès la prise du pouvoir pour

## un an après...

casser la domination politique, économique et idéologique de la bourgeoisie ; refus des manipulations du syndicat pour les besoins d'un parti comme le P.S., même s'il se réclame d'un socialisme autogestionnaire. Enfin, Bégot expliqua que les employés de banque doivent prendre leurs responsabilités pour contrôler les capitaux et neutraliser les manœuvres monétaires d'une bourgeoisie menacée.

Ce rapport fut bien reçu par le congrès et surtout largement complété par des interventions des syndicats de Marseille et de Paris sur l'Union de la Gauche, la transition et l'objectif des conseils ouvriers.

### une opposition peu claire

Pourtant, très vite, les tenants les plus conséquents d'une orientation lutte de classe allaient se trouver contestés par une majorité du congrès et de la direction fédérale. Une discussion de procédure sur les modalités d'élection fut le point de départ d'une bataille visant à isoler le syndicat de Paris : deux de ses trois candidats furent éliminés. Par la suite, il semble bien que les militants du courant CERES tentèrent de pousser l'avantage en cherchant à faire passer dans la commission des candidatures un amendement sur la question décisive des comités de grève : amendement largement en retrait sur la résolution défendue par le rapporteur.

### des points d'appui importants

Dans le nouveau conseil issu du congrès, il semble que les tenants les plus

conséquents du courant lutte de classe aient été anormalement sous-représentés. Le débat leur a permis néanmoins de remporter dans ce congrès trois victoires importantes pour l'orientation de la fédération, en obtenant un vote majoritaire sur les comités de grève, l'armée et la nécessité d'un syndicat de soldats, l'oppression des femmes et les tâches du syndicat. Ce sont autant de points d'appui pour un ancrage de la fédération dans une pratique lutte de classe.

ritaire sur les comités de grève, l'armée et la nécessité d'un syndicat de soldats, l'oppression des femmes et les tâches du syndicat. Ce sont autant de points d'appui pour un ancrage de la fédération dans une pratique lutte de classe.

## EXTRAITS DE RESOLUTIONS VOTEES AU CONGRES

### Pourquoi un syndicat de soldats ?

Parce que sous l'uniforme, les soldats restent des travailleurs. En tant que tel, il est normal que le Syndicat cherche à les organiser (comme les apprentis, les retraités, les chômeurs...).

Parce que la création du syndicat de soldats constituerait la garantie d'une liaison effective et permanente entre le mouvement des soldats et la classe

ouvrière organisée dans les entreprises.

Parce qu'un syndicat de soldats se constituerait sur une base d'adhésion plus large que l'anti-militarisme absolu (les comités).

Bien entendu, un tel syndicat ne devrait pas être décrété, mais partir des formes d'auto-organisation et des revendications que se sont données les soldats en luttant.

## « PRATIQUE D'ACTION »

« En cas d'événements exceptionnels, la CFDT doit se poser certains problèmes complexes mais que nous devons résoudre, parce que pouvant être essentiels :

— organiser la paie des travailleurs  
— dénoncer le rôle de la banque et lever le secret bancaire (utilité de former les militants afin qu'ils puissent apprécier les éléments qu'ils possèdent de par leur travail).

— bloquer les secteurs clés, en allant dans certains cas jusqu'à la prise de matériel : informatique, télex... ceci afin d'empêcher au maximum la fuite des capitaux

— poser le problème de l'auto-défense ouvrière face aux réactions patronales et gouvernementales.

Durant toute la grève, l'organisation syndicale doit coordonner les luttes entre secteurs et faire circuler l'information au plus vite.

De plus, elle doit rechercher à ce que, la coordination des luttes soit prise en charge par l'ensemble des grévistes syndiqués et non syndiqués, par l'intermédiaire d'un Comité central de grève (coordination) regroupant les Elus des différents Comités de grève d'entreprises et où elle serait présente en tant que telle.

## RESOLUTION FEMMES

Le congrès fédéral demande :  
— aux syndicats d'impulser la création de commissions femmes dans les sections d'entreprise avec une coordination au niveau des syndicats. Ces commissions seront chargées de

réfléchir, d'élaborer des revendications et de les transmettre dans les différentes structures. Il est bien évident que le travail ainsi élaboré sera pris en charge réellement par les sections d'entreprise et les syndicats.



# nous travaillons POUR LE JOUR J...

« Au comité de lutte  
ce sont les gars eux-mêmes  
qui désignaient leurs délégués ».

— Fin 1974 : la direction de Rhône-Poulenc Textiles assure les travailleurs que tout va bien. La presse économique rend hommage à la bonne santé du trust...

— Janvier 1975 : elle décide d'arrêter la fabrication de rayonne industrielle. Résultat : 800 emplois supprimés à l'usine de Vaux-en-Velay et ce chiffre peut monter à 1300, si elle décide d'arrêter les fabrications polyester et nylon. Comme l'explique joliment la direction dans sa lettre du mois : « Nous sommes donc conduits à poursuivre notre désengagement progressif sur certains produits anciens dont l'utilisation se trouve menacée, comme à Vaux-en-Velin. Dans ce cas, la société s'efforce de résoudre le problème du réemploi du personnel dans les meilleures conditions ».

Cette décision brutale est en fait l'aboutissement d'une longue série noire due à la politique de restructuration du trust : en 1971 c'est l'usine d'Arques qui ferme (600 emplois supprimés) puis celle d'Izieux en 1974 (860 emplois supprimés). Au total 4000 licenciements prévus à Albi, La Voulte, Péage de Roussillon, Bezons, Givet, Grenoble. Sans compter la mise en chômage technique pour les dernières fêtes de fin d'année de 21.000 ouvriers pendant 14 à 28 jours dans les différentes usines du trust...

Rhône-Poulenc serait-il en faillite ? Non, pas de danger ! La rayonne industrielle que fabrique Vaux-en-Velin pour les pneus Michelin, Dunlop, Kléber-Colombes ne trouverait-elle plus de débouchés ? Même pas. Le fond de l'affaire, c'est que le procédé de fabrication du trust AKZO est plus moderne et plus rentable. Rhône-Poulenc pourrait facilement se mettre à la page avec un investissement de 13 millions (ce qui est peu à son échelle). Mais sa stratégie lui fait placer ses capitaux sous d'autres cieux : il préfère opérer un « désengagement progressif » en laissant carrément le marché à AKZO, son principal concurrent. Dans le même temps, il investit en Suisse, monte un usine en Thaïlande et projette des investissements en Chine...

Ses projets sont donc fixés. Mais ils n'ont qu'un défaut : les travailleurs ne veulent pas en faire les frais. Ils n'ont que faire de la logique du profit capitaliste et ils l'ont montré en menant leur lutte de façon exemplaire : on prépare la bataille à venir ; on ne se contente pas de se battre le dos au mur, quand il n'y a plus rien à faire ; on prend les devants. On définit des revendications, on les popularise avant, on cherche les liaisons nationales et internationales.

## Interview de deux militants de la CFDT de Rhône-Poulenc.

A l'usine de Vaux-en-Velin, le comité de lutte a joué un rôle important dans la bataille sur la question de l'emploi. Peux-tu expliquer pour commencer comment il est né et quels problèmes il a rencontrés ?

Quand la direction générale a annoncé qu'elle voulait fermer l'entreprise et supprimer 800 emplois, il y a eu une réaction spontanée quasi-immédiate des gars. On a fait une assemblée du personnel en demandant la constitution d'un comité de lutte pour faciliter le travail des

trouver des gens « irresponsables ». Mais ce n'est pas tant la CGT de l'entreprise que la Fédération qui s'y est opposée.

Ainsi, une manifestation avait été décidée à la gare de Perrache. La CGT s'y est opposée. Le comité de lutte a cédé pour ne pas rompre l'unité. On a essayé de trouver un autre projet. Le lendemain, on est malgré tout allé à Perrache (il n'avait pas été possible de décommander les cars). Le trajet était prévu. Quand on est arrivé à Perrache, un car de flics nous attendait. Il a été défoncé en moins de deux. On est rentré dans la salle des Pas perdus. Des copains sont allés diffuser des tracts aux voyageurs sur les quais. On a tenu un petit meeting dans la salle des pas perdus et puis on est restés là. Seulement un responsable de l'UD-CGT envoyé par la confédération a voulu nous faire sortir ; tant et si bien

Et maintenant quelles sont vos perspectives ?

Nous travaillons pour ce qu'on appelle le « jour J ». Le jour J, c'est le jour où il faudra mesurer le rapport de forces. Contre Rhône-Poulenc, nous savons que nous ne pouvons nous battre seuls. C'est pourquoi, sur les axes revendicatifs que nous avons décidés (maintien de l'emploi sur place), nous essayons de créer la popularisation maximum. Le rapport de force, c'est nous qui le créerons par les actions que nous mènerons à partir de Rhône-Poulenc ; et là-dessus, nous ne devons pas craindre de mener des actions dures : répétées, qui créent les conditions d'une popularisation du conflit.

Quand viendra le jour J ? Il peut venir soit d'un nouvel organigramme, soit d'un déplacement de la production ; il peut de situer aux alentours des congés payés ; il peut évoluer en fonction du rapport de forces que nous aurons créé.

« Notre journal sera traduit  
en flamand, en hollandais  
et en allemand ».



Le 20 février, entre Bron et la Place du Pont, passage devant les Brotteaux.

organisations syndicales et prendre des décisions avec elles. Dans des luttes comme celle-là, il n'est pas question de laisser les organisations syndicales seules. Une bonne partie du personnel n'est pas syndiqué : ils doivent aussi pouvoir se prononcer.

Le Comité de lutte était constitué par une ou deux personnes par atelier, syndiqués et non syndiqués, désignés spontanément dans l'atelier : ce sont les gars eux-mêmes qui désignaient leurs délégués.

Quelle a été la position de la CGT là-dessus ?

Le comité de lutte a eu des problèmes depuis le début. La CGT pensait que c'était à elle de mener l'action. Elle n'était pas favorable à un comité de lutte où on risque de

que les gars l'ont foutu dehors. S'il n'y avait pas de militants CFDT parmi eux, par contre, il y avait des adhérents CGT écoeurés.

Après cela, l'UD-CGT a essayé de démolir le comité de lutte. La CGT prenait systématiquement le contrepied des décisions du comité de lutte. Le comité de lutte s'est peu à peu effrité. Mais l'unité dans la lutte continue d'exister. Nous avons actuellement des intersyndicales de moins grande envergure. Le comité de lutte est une expérience extraordinaire. Il résistera dans les luttes à venir, car il correspond à un besoin.

A ce propos, il s'agit bien de ne pas se tromper de cible : nous tirons notre chapeau aux camarades de la CGT de Vaux-en-Velin, mais la CGT a une conception différente. Pour elle il s'agit de tout contrôler.

Pour affronter un mastodonte comme Rhône-Poulenc la coordination des luttes est une chose décisive.

On a d'abord mis en place une structure pour coordonner nos actions à l'échelle du trust Rhône-Poulenc. Et puis on a été mandaté par le comité de lutte pour essayer de mettre en place une *coordination internationale entre trusts concurrents*. Le concurrent direct de Rhône-Poulenc, c'est le trust AKZO qui tient 80 % du marché en rayonne industrielle. Or les productions abandonnées par Vaux-en-Velin, sont reprises par AKZO... Nous avons donc rencontré des camarades de la CSC belge ; une autre rencontre doit avoir lieu avec le syndicat hollandais. Un compte-rendu de la réunion sera fait. Le journal « A l'Ecoute » réalisé ici par le comité de lutte, la CGT et la CFDT sera traduit en flamand, en hollandais et en allemand.

C'est après discussion dans le comité de lutte que nous avons été mandatés pour prendre ces contacts à l'échelle internationale ; nous sommes aussi mandatés pour discuter avec les syndicats de chez Michelin, principal client de Rhône-Poulenc textile pour voir comment coordonner nos actions. La CFDT est pour l'instant le seul syndicat français impliqué dans ces coordinations de trusts, mais nous souhaitons pouvoir parvenir à des réunions intersyndicales de trusts.



# BATTRE LE RACISME

*Xénophobie latente ou forcenée, assassinats d'immigrés en série... Il faut vaincre cette gangrène !*

Aujourd'hui la recrudescence des attentats racistes nous amène à poser la question : est-ce le fait d'individus ou organisations seuls, ou s'agit-il d'un phénomène de masse ?

La multiplication d'attentats signés d'organisations d'extrême droite a une réelle fonction : stimuler une idéologie nationaliste dans les rangs de la classe ouvrière, idéologie qui en pleine période de crise vise à remplacer la conscience de classe par l'exacerbation du sentiment nationaliste.

Mais, de fait aujourd'hui, le développement de telles organisations ne sert pas les intérêts du gouvernement et ne répond pas à un sentiment de masse.

En effet le gouvernement Giscard n'a pas arrêté l'immigration sur un coup de tête, mais de manière à pouvoir la repenser totalement en fonction des besoins de l'économie nationale et en relation avec les pays fournisseurs de mains d'œuvre. C'est ainsi qu'une série de contrats seront passés entre le gouvernement français et les gouvernements algériens, tunisiens, marocains, etc... Dans un tel contexte, une campagne violemment raciste va à l'encontre de la politique gouvernementale ; l'assassinat de Moussa à la veille du départ de Giscard pour l'Algérie risquait fort, en effet, de compromettre une collaboration qui sera fructueuse.

## riposter comment ?

D'autre part, les organisations racistes ne rencontrent qu'un faible écho, en aucun cas une base de masse.

Certes la riposte aux assassinats racistes n'a pas été spectaculaire, et a

première vue il peut sembler que la classe ouvrière est restée amorphe. Mais cela tient à plusieurs facteurs et le premier c'est que les organisations du mouvement ouvrier n'ont en rien organisé la riposte. Celles-ci se sont en effet bornées à des communiqués mais à aucune action concrète et pourtant il est possible aujourd'hui de développer une agitation et une propagande large et d'avoir un écho réel.

Au sein de la classe ouvrière en effet existent peu de racistes organisés et actifs, et il s'agit plus souvent de ce qu'on appelle un racisme latent partie intégrante de l'idéologie dominante. Et c'est à ce niveau là qu'il faut le combattre, au niveau du travail d'explication quotidien, en le liant à la lutte de tous les jours.

Il faut bien sur mettre hors d'état de nuire tous ceux qui ouvertement se réclament du racisme ; mais une fois ceux-là expulsés des rangs des travailleurs, le racisme sera-t-il pour autant extirpé, ne risque-t-il pas de ressurgir ? Car il ne s'agit pas d'une gangrène qu'il suffit d'enlever pour que le reste du corps soit sain, mais d'un combat de longue haleine.

Au sein même des entreprises ce travail passe tout d'abord, bien évidemment, par une agitation et une mobilisation réelle sur tous les mots d'ordre qui favorisent l'unité de la classe ouvrière et donnent plein droits dans tous les domaines aux travailleurs immigrés. Il passe aussi par la possibilité pour ces derniers de pouvoir s'organiser de manière autonome que ce soit sur des objectifs culturels, ou politiques, etc...

Il passe aussi par un travail d'explication réel et politique près des travailleurs français, travail non seulement sur ce qui aujourd'hui fait l'unité du combat de la classe ouvrière dans ce pays, mais aussi sur les causes de l'immigration (à savoir le colonialisme et ses conséquences) ; car lutter contre le racisme c'est aussi lutter pour supprimer les causes mêmes de cet exode de main d'œuvre, c'est lutter pour l'internationalisme prolétarien.

De la même manière au niveau des quartiers, de ces îlots que le racisme a transformé en ghettos de nombreuses tâches sont à réaliser.

Travail pour que les commissions immigrés des U.L. prennent à bras le corps le problème de cette intégration de classe au niveau des quartiers même : que ce soit sur le problème du logement, de la scolarisation, du droit aux locaux pour l'expression cul-



Fotolith

La prison clandestine à Marseille

## la campagne contre le racisme

**A VANVES :** Pendant toute la semaine passée la réelle activité du comité pour la vérité sur l'assassinat de Mohamed Béchir Rassaa a porté ses fruits : 3.000 pétitions signées, des tracts distribués massivement, et un meeting à la Mutualité.

Vendredi 18 avril, c'est une Mutualité comble qui a écouté la suite de témoignages et d'interventions des organisations participantes. Le cousin de Béchir a expliqué dans le détail les circonstances de l'assassinat : un militant du comité de Marseille pour la vérité sur l'assassinat de Laid Moussa a détaillé le rôle de la police ; deux militants CFDT de Gennevilliers, l'un de l'usine Carbone Lorraine, l'autre représentant l'UL, ont décrit la situation localement : tentative d'assassinat contre deux travailleurs africains, coups de feu sur une voiture de colleurs... Le problème des responsabilités du mouvement ouvrier a été posé clairement : la municipalité pourtant « Union de la Gauche » n'a pas encore posé le problème de la protection des travailleurs immigrés et la mise hors d'état de nuire des agresseurs racistes.

Après ces témoignages ont suivi : une intervention unitaire au nom de Révolution Afrique, Al Charrara et le Front des travailleurs arabes (le CTA et l'UTIT qui soutenaient le meeting et devaient s'associer à l'intervention unitaire des organisations immigrées, s'étant retirés, n'ont de ce fait pas pris la parole), puis un camarade de Révolution Afrique au nom de Révolution, un camarade du MTA, un camarade antillais du GRS au nom du GRS et de la LCR et Arlette Laguille au nom de LO.

A Vanves même, vendredi 25 avril, un meeting local aura lieu.

**A GENNEVILLIERS :** Un collectif contre le racisme s'est formé : il comprend l'UL-CFDT, la LCR, le PSU, MTA, CTA, R !, ASTI, Al Charrara. Il organise le mardi

**29 AVRIL A' 20 h 30 à la Bourse du travail,** un meeting antiraciste.

**DANS LE 18° :** un meeting s'est tenu lundi 21 avril à l'initiative de Al Charrara, la CDP, le CUF, le FTA, LCR, PCR, PSU, Comité des travailleurs africains, Révo-Afrique, Révolution !

**A MONTPELLIER :** 200 personnes participèrent samedi 19 aux « 6 heures contre le racisme » organisées par le comité de soutien.

turelle, les réunions, l'alphabétisation...

Travail des U.L. pour que face au chômage, des commissions chômeurs non seulement réalisent en leur sein l'unité entre français et immigrés mais effectuent un travail d'explication sur ces problèmes.

D'autre part, outre ce travail d'explication général permanent, qui peut se concrétiser de différentes manières, il est urgent, quand les attentats racistes se multiplient, de poser le problème de la protection et de l'autodéfense - autodéfense qui doit être assumée travailleurs français et immigrés ensemble.

Aujourd'hui, précisément à cause de cette situation difficile, ce travail d'explication et d'action concrète doit

être effectué. C'est possible : les actions réalisées à Vanves où 3000 pétitions ont déjà été signées, comme ce qui se fait à Gennevilliers, le prouvent.

## PRISON CLANDESTINE

C'est une véritable prison, cachée dans un hangar des docks de Marseille qui vient d'être découverte, après les disparitions répétées de travailleurs immigrés. Dès que l'un de ces derniers étaient frappés d'un arrêté d'expulsion, il était « pris en charge » par la police et séquestré dans le hangar jusqu'à ce qu'il soit embarqué de force sur un bateau. Inutile de préciser que de telles exactions sont tout à fait illégales. Libération révèle que 150 personnes ont été ainsi détenues, ensemble, au mépris de toutes ces fameuses lois d'hospitalité dont Dijoud vante les mérites à la télévision. Sans oublier que de telles méthodes rappellent fâcheusement les « enlèvements à la Ben Barka »...

LA TROUPE  
DU THEATRE  
POPULAIRE  
MAGHREBIN  
PRESENTE UN  
SPECTACLE MUSICAL

SIDNA

samedi 26 : Eaubonne 20h  
27 : MJC Boulogne 14h  
28 : Cité-U' Antony 20h  
29 : Fac Vincennes 16h  
30 : 55 bd Belleville 20h  
3 mai : Massy, centre culturel, 14h



## renault : réintégrez les 17 !

Une question importante n'a pas été réglée par l'accord...

En apparence, les 17 licenciés ne doivent pas se sentir seuls. En première ligne pour les défendre : les militants du PC. Et ils ne lésinent pas sur les moyens. Interpellation au Parlement, manifestation devant Renault-Billancourt, articles quotidiens dans l'Huma...

De son côté la CGT n'est pas en reste. Des pétitions circulent, des démarches sont faites auprès de l'inspection du travail. Lundi dernier, hausse d'un ton dans l'action, les délégués lors d'une entrevue avec la direction ont séquestré le représentant patronal, lui demandant de répondre sur la question des licenciements.

Que veut dire tout cela ? Que peut-on espérer après avoir fait reprendre le travail dans l'ensemble des usines de la Régie, après avoir accepté de négocier sans que soit posé le problème des 17 licenciements ?

Aujourd'hui que la combativité est largement retombée, il n'est plus dangereux pour la direction CGT de multiplier les appels à l'action, et même d'aller plus loin. De passer aux actes, de séquestrer le représentant de la direction, de faire débrayer en solidarité avec les licenciés, un atelier que l'on contrôle parfaitement.

Toutes les actions que l'on peut entreprendre maintenant ne peuvent s'appuyer sur aucun rapport de forces. L'accord a été signé, le travail a repris, la direction CGT ne risque désormais aucun débordement.

Et cela permet de faire la démonstration à l'ensemble du pays, de l'image de marque du Parti que l'on essaye de mettre en avant depuis quelques mois : meilleur et seul défenseur de la classe ouvrière. Mais qu'on ne s'y trompe pas, si l'on adopte un cours légèrement gauche et sectaire, rien n'est fondamentalement changé. Il ne s'agit pas de revenir sur la stratégie électoraliste, de se servir de la mobilisation des travailleurs dans leurs usines, sur leurs revendications, pour peser sur le pouvoir en place ; il s'agit simplement de redorer le blason du Parti.

De cela le conflit Renault a fait et continue de faire la démonstration. Dans les faits, les intérêts des travailleurs de Renault, et, vu l'enjeu du conflit, ceux du reste de la classe ouvrière sont bradés.

Quelles garanties ont aujourd'hui les 17 licenciés d'être réintégrés ? aucune : ils sont à la merci du bon vouloir de la direction. La « victoire » de Renault a bien un goût d'amertume.

## POINTS CHAUDS



### PARISIEN LIBERE DIEPPE-PARIS : MEME COMBAT

Vendredi 18 avril, on comptait 3.000 travailleurs sur le pavé de Dieppe pour protester contre la tentative d'Amaury de faire imprimer clandestinement le Parisien Libéré à l'imprimerie locale de la Vigie. Par cars entiers, les ouvriers des grands quotidiens s'étaient déplacés. Derrière le Parisien Libéré et l'UL-CGT de Dieppe : le Figaro, France Soir, le Monde, l'Aurore, la 22ème section de la FFIL de Rouen précédaient les travailleurs de la région dieppoise (meubles Vinco, Chantiers de Normandie, Filatures d'Ouville...).

Le but de la manifestation était d'obtenir l'arrêt de l'impression clandestine du Parisien Libéré. L'objectif fut atteint quand les travailleurs de la Vigie arrêterent les machines et que certains rejoignirent la manifestation.

Par-delà la lutte du Parisien Libéré, l'ensemble des travailleurs de la Presse étaient venus dire : « Non aux licenciements ; Giscard-Chirac y'en a marre... ». Cette manifestation est importante dans la course de vitesse entre les patrons de la presse et les ouvriers du Livre. La lutte a payé, les éditions pirates n'ont pu être tirées et la solidarité des travailleurs s'est manifestée.

Le succès de cette initiative a montré qu'Amaury ne pouvait pas passer par dessus la tête des travailleurs : lundi, le Parisien Libéré n'est pas paru, mardi non plus !

Correspondant  
le 23.4.75

### RENAULT : DERNIERE MINUTE

Mercredi 23 avril, l'inspecteur du travail s'est prononcé contre le licenciement des trois délégués syndicaux. Restent les 14 autres, tous immigrés.

Quin, secrétaire général de la Régie déclarait ce matin au micro d'Europe N° 1 : « Ils sont responsables de faits incompatibles avec le droit de grève, il n'est donc pas question de les réintégrer ».

Ne bénéficiant pas de la protection que constituent les mandats syndicaux, que va-t-il advenir des 14 licenciés, aucune garantie pour eux !

### NANTES METALLURGIE : ÇA CHAUFFE !

Les manifestations de métallos se multiplient à Nantes. Une le 10 avril, une le 23 chaque fois très combattives, réunissant plus de 5000 personnes.

Il est vrai que la situation dans la branche n'est guère brillante, côté salaires et emplois. Plusieurs luttes sont en

cours : à Creusot-Loire, Brissonneau, Ateliers et chantiers de Bretagne...

Conflit en cours également chez Dubigeon. Dubigeon, c'est un peu le Renault local. Trois mille travailleurs, seule boîte qui ait sur la région un accord d'entreprise. Lorsque Dubigeon obtient quelques chose, les patrons de la métallurgie sont pratiquement obligés de s'aligner dessus.

La lutte, sous forme de débrayages, est partie sur : 120 francs d'augmentation uniforme, le retour aux 40 heures, l'échelle mobile. Sur les 300 travailleurs de Dubigeon, il y a 120 intérimaires.

Fait important, ces intérimaires ont commencé à s'organiser : création de sections syndicales sur les boîtes d'intérim, débrayages, défilés dans la boîte. En réponse le 3 avril la direction lock-outait tous les intérimaires. Haussant d'un ton dans la répression, au soir de la manifestation du 10 avril, c'est l'ensemble du personnel qui se trouvait lock-outé !

Les négociations ont débuté samedi dernier. Le lock-out demeurant toujours en vigueur. Du fait de l'absence totale d'auto-organisation, les travailleurs



de Dubigeon n'ont aucun contrôle sur ces négociations. Les délégués ont élaboré des contre-propositions sans consultation du personnel.

Aucun rapport de forces n'a été créé. Au soir du lock-out, il fallait occuper la boîte : la direction CFDT s'y est catégoriquement refusée. Les directions syndicales locales veulent à tout prix éviter l'épreuve de force.

Les ateliers et chantiers de Bretagne débrayent actuellement sur une plateforme assez proche de celle Dubigeon. Rien n'est fait pour coordonner les luttes. Rien n'est prévu pour le 1er mai !

Dans ce contexte il n'est pas impossible que la direction de Dubigeon fasse des concessions minimum. Les bureaucraties syndicales pourront alors crier victoire, comme à Renault.

Le 22.4.1975

### GREVE A LA SOLAMEA PEZENAS (HERAULT)

Employant 76 salariés, la Solamea est représentative des petites entreprises de la région, et des difficultés qu'elles connaissent.

A la fin mars, le patron, M. Noël, annonce 23 licenciements (une deuxième vague de 12 étant prévue pour un avenir immédiat). Noël est un patron de choc, il reçoit une délégation du personnel, armé d'un 22 long rifle, il tire six coups en l'air et met en joue les ouvriers.

L'ambiance est ainsi créée. C'est le far west.

Le 3 avril un comité de grève élu à l'unanimité décide l'arrêt du travail et l'occupation des locaux. Les travailleurs décident de se battre contre tout licenciement.

La conduite de la lutte s'organise démocratiquement : assemblée générale quotidienne, mise en place de commissions, comité de grève élu et révocable. Les grévistes prennent contact avec les forces politiques et syndicales. Un comité de soutien est mis en place sur Pezenas.

Décision importante : les travailleurs de la SOLAMEA remettent en marche la production. Une vente du matériel produit par l'entreprise (chargeurs de batteries, postes de soudure) a eu lieu sur la ville le samedi 12 avril, prise en charge par les grévistes, le comité de soutien et la municipalité socialiste.

Cette vente a été un succès, elle a rapporté plus de 10.000 francs. Des collectes sont organisées sur les entreprises de la région. Vente et collectes ont permis que soit versé un acompte de 250 F à chaque membre du personnel.

Cette lutte est exemplaire à plusieurs titres : — par la revendication avancée : « Pas un seul licenciement ».

— cette lutte tant par ses formes que par son organisation montre la voie aux travailleurs de la région qui connaissent les mêmes problèmes.

Le 23.4.75



## cahier de LA TAUPE

Cahier de la Taupe :  
dans 8 jours, le N° 4  
au sommaire :

Dossier sur les remises en marche d'entreprises •  
la lutte contre la cadence à la Saviem •  
la justice et les occupations d'usine •





Les assassins phalangistes dans les rues de Beyrouth.

# ECHEC A A L'ETAT FORT

Sipa Press

## URUGUAY : DES MILITANTS REVOLUTIONNAIRES EN DANGER DE MORT

● Début avril, la police argentine annonçait l'arrestation de 23 militants (8 hommes et 15 femmes) accusés d'appartenir à une « organisation extrémiste internationale », c'est-à-dire la Junta de Coordinación revolucionaria. Parmi eux 21 sont uruguayens et sont accusés d'être des militants du M.L.N., Andrés Cullerri, ancien militant du Parti socialiste, représentant du M.L.N. en Europe en 1973, se trouve parmi les 21 arrêtés. Emprisonnés dans des commissariats de police argentins, ces militants sont interrogés et torturés par des policiers uruguayens.

Plus récemment, Hugo Cores, membre fondateur de la Resistencia Obrero estudiantil, dirigeant syndical uruguayen a été enlevé par des personnes affirmant appartenir à la police. Depuis la police argentine déclare tout ignorer de cette affaire.

Tous ces militants courent le danger d'être remis à la police uruguayenne, tout comme les cinq uruguayens « disparus » en Argentine après l'exécution du colonel Tralab et retrouvés morts à Montevideo en décembre dernier.

Il faut empêcher que la collaboration des polices uruguayenne et argentine débouche sur de nouveaux crimes.

H.S.

## ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION D'AVRIL 1965 A ST SOMINGUE

● A l'occasion du X<sup>e</sup> anniversaire de l'insurrection contre l'intervention militaire nord-américaine, le Comité permanent de lutte pour la Défense des Droits de l'homme en République dominicaine tiendra un **meeting le samedi 26 avril à 20 heures à la Maison d'Italie**, cité internationale (Boulevard Jourdan). Conférence-film-diapositives-débat sur la lutte du peuple dominicain.

Comité permanent de Lutte pour la défense des droits de l'homme en République dominicaine

L'offensive déclenchée par l'extrême-droite libanaise contre la résistance palestinienne s'inscrit dans un cadre international très précis. L'échec de Kissinger au Proche-Orient, l'offensive victorieuse des peuples indochinois posent de nouveaux problèmes aux américains. La neutralisation de la résistance palestinienne au Liban, son affaiblissement est un but que le régime libanais actuel, dans la situation propre au pays ne peut accomplir aisément. L'opération des derniers jours a échoué. Notre correspondant au Liban en retrace les péripéties et en tire les leçons politiques.

● Le Liban pays de 3 millions d'habitants est un exemple typique de ces Etats ethniques communautaires précaires que le colonialisme a créés dans les empires d'Orient et d'Afrique. Ces Etats sont faibles souvent déchirés et dépendants de l'arbitrage impérialiste.

## UN EQUILIBRE CONFESIONNEL

Au Liban, l'équilibre est confessionnel entre les Maronites (chrétiens, plutôt privilégiés) et les musulmans (majoritairement pauvres) Il permet aux éléments maronites, fraction principale de la bourgeoisie libanaise de s'assurer une base de masse petite-bourgeoise fondée sur le confessionnalisme anti-musulman sa haine du mouvement anti-impérialiste arabe et son anti-communisme forcené.

Cette idéologie réactionnaire est exprimée par le parti des Phalanges, organisation semi-fasciste, groupant quelques dizaines de milliers de membres dont la majeure partie est organisée en milices. Celles-ci constituent une véritable armée à laquelle ne manque que l'armement lourd.

Depuis l'apparition de la résistance palestinienne et son développement au Liban en 1967, les Phalanges ont connu un regain d'activité. Elles ont multiplié leurs forces et vécu essentiellement comme contre-poids aux organisations armées de la résistance (considérées hors-la-loi).

Il va sans dire que le parti en question reçoit l'aide militaire et financière de Washington.

En 1970 déjà, le parti avait tendu une embuscade à un convoi de la résistance palestinienne engendrant un conflit confessionnel (comme en 1958), visant à instaurer une dictature militaire à visage bonapartiste. Cette tentative avait alors échoué.

Le 13 avril dernier, les phalanges arrêtaient un car de Palestiniens, en firent descendre les passagers et les arrosèrent de leurs balles de mitraillettes, faisant 27 morts.

Cette tuerie odieuse était la répétition de l'opération de 1970. En effet depuis plusieurs mois la presse bourgeoise libanaise orchestrait une campagne contre « l'anarchie ». Et pour cause ! L'Etat libanais était incapable de contrôler le pays. Le mouvement des masses et l'activité de la gauche dans son ensemble s'étendait sans cesse.

Au-delà de l'équilibre provisoire en vigueur, le pouvoir reprenant son souffle préparait la restauration de son autorité. Ainsi l'armée était employée dans de vastes manoeuvres de lutte contre le banditisme ; elle était applaudie par les journaux bourgeois et même par la presse réformiste frappée de cécité.

## LA PERTE D'AUTORITE DE L'ETAT

L'insurrection de la ville de Saïda allait fortement contrecarrer ce plan. L'armée appelée à réprimer une manifestation contre le monopole capitaliste de la pêche avait provoqué une riposte armée de la population ; l'Etat dut reculer.

L'armée perdait d'un seul coup la façade de sauveuse de l'ordre. Elle apparut dans sa réalité : instrument armé de la bourgeoisie.

Ce tournant important dans la situation libanaise n'a pas été compris par le parti des Phalanges ni par l'impérialisme américain. Celui-ci avait besoin d'un Etat fort au Liban, capable de pression sur la résistance palestinienne à la veille de la conférence de Genève sur le Moyen-Orient, il poussait sans doute les Phalanges à agir.

Le résultat escompté de la tuerie du 13 avril était le déclenchement d'une guerre civile confessionnelle créant le cadre idéal pour une intervention de l'armée en tant qu'arbitre et l'instauration d'un Etat fort.

## LA MOBILISATION ARMEE DES MASSES

Cela fut mis en échec par deux facteurs.

— La riposte violente de la résistance palestinienne : l'odieux massacre provoqué une riposte généralisée des militants palestiniens contre les Phalanges. Offensive au cours de laquelle furent tirées des roquettes contre des locaux, des usines, des magasins des phalangistes. Cette offensive fut spontanée à la base, montrant le peu d'influence dans ce cas de la direction de l'OLP dont les ordres restèrent lettre morte les premiers jours de combat.

— La mobilisation armée de la population musulmane du Liban sous l'influence dominante des directions réformistes bourgeoises et stalinienne qui mirent explicitement en garde contre le recours à l'armée faisant par là-même de l'intervention de cette dernière non pas un acte d'arbitrage, mais un acte d'appui aux Phalanges. Cela risquait de scinder verticalement (confessionnellement) l'armée.

Le trait d'union entre la mise en garde des réformistes et les risques réels d'une tournure confessionnelle de l'intervention de l'armée était constitué par la spontanéité de la riposte palestinienne. Il devenait évident que la direction de l'OLP ne pourrait empêcher les combattants de la résistance d'intervenir contre l'armée au cas où elle interviendrait, brisant ainsi les calculs bonapartistes. Les événements du Liban montrent ainsi, une fois de plus que la seule façon effective de faire face à l'éventualité d'un coup d'Etat réactionnaire est de le dissuader par la détermination des masses à l'offronter.

C'est la leçon principale soulignée par le communiqué, diffusé le 14 avril par le Groupe communiste révolutionnaire (4<sup>e</sup> Internationale), qui s'insère dans les récents combats.

La riposte armée des masses palestiniennes a mis l'Etat fort en échec.

CORRESPONDANT

**POUR UN PREMIER MAI  
INTERNATIONALISTE  
ET DE COMBAT**

**Indochine  
Portugal France**

**TOUS A LA MUTUALITE  
LE 30 AVRIL  
A 20 H 30**





collage de la LCI à Porto

photos D.R.

Séance de « dynamisation » culturelle du MFA à la campagne.

« banque du peuple » contrôlée par les travailleurs à Leiria

LE 16 AVRIL

# aux marches du palais

Deux faits dominent la situation politique au Portugal : d'une part l'approche des élections du 25 avril, d'autre part le train de nationalisations décidées par le gouvernement, le 15 avril dernier.

## dans une semaine, les urnes

Sur le résultat probable des élections, tout le monde semble d'accord : le PC aurait entre 15 et 20 %, le PPD et le PS autour de 30 % chacun, le CDS lui-même un score honorable. D'ailleurs, grâce aux mass-media, l'ouverture de la campagne officielle a permis au PPD et au CDS de réapparaître, de reprendre du poil de la bête, et de faire entendre leurs voix, après avoir fait le dos rond au lendemain du 11 Mars. A Porto même, le CDS attaque des locaux d'extrême-gauche, on rencontre des gens avec l'insigne du PPD, et dans les salles de billards en sous-sol des grands cafés, une petite humanité de souteneurs miteux et de suppôts de l'ancien régime, traînent leur oisiveté à longueur d'après-midi.

Sentant le vent, le MFA a voulu neutraliser la masse des électeurs hésitants en les appelant à voter blanc plutôt qu'à voter n'importe quoi. Aussitôt, l'épiscopat a répliqué en pressant les électeurs de se prononcer, pensant que les hésitants se transformeront en modérés.

Certes, les résultats électoraux ont été préventivement relativisés par l'ensemble des décisions prises depuis le 11 Mars (institutionnalisation du MFA, pacte de 3 à 5 ans entre les partis et le MFA, nationalisations) : la Constituante pourra ratifier un état de fait davantage qu'innover, elle ne pourra changer le gouvernement, et elle devrait disparaître d'ici deux, trois à six mois au profit d'une assemblée législative.

D'ores et déjà, Alvaro Cunhal explique à qui veut l'entendre, que les élections, il n'y a pas que ça qui compte dans la vie... Et l'amiral Rosa Cutinho précise que, quel que soit le résultat électoral, il n'est pas question de revenir sur ce qui a déjà été fait. « Nous prenons pour exemple, dit-il, ce qui s'est passé au Vietnam et ce qui s'est passé à Cuba. J'espère que la même chose se passera au Portugal » (O Seculo du 11 Avril).

Mais le résultat électoral pèsera tout de même, à n'en point douter. Il sera facile au PS et au PPD de dire que la volonté populaire s'est démocratiquement exprimée, et qu'il faut en tenir compte, il leur sera facile de relancer la campagne d'opinion internationale. Le PC pourra en tirer prétexte face à sa propre base pour justifier une trêve, une pause, pour ne pas s'isoler de la majorité

électorale. La bourgeoisie peut aussi espérer rétablir partiellement la situation, escamotant le rapport de force électoral, en attendant les élections législatives qui sont envisagées pour l'automne.

Mais cette voie est fort étroite, en raison de la mobilisation ascendante des masses.

## il n'y a pas de trêve électorale

Le 15 avril, la première réunion plénière du nouveau gouvernement a pris une série de mesures annoncées à grand renfort de publicité : une réforme agraire très modérée, le blocage des prix des produits de consommation courante, l'aide aux chômeurs, et surtout un nouveau train de nationalisations. Dans l'immédiat, il concerne le transport, l'électricité, les compagnies pétrolières portugaises, la sidérurgie nationale. D'autres nationalisations sont à l'étude : les tabacs, brasseries, la cellulose, la pétrochimie, les ciments, la mécanique lourde, la construction navale, la pharmacie. Dans ces secteurs, en prévision des mesures à prendre, le gouvernement a lancé la perspective de « contrôle ouvrier organisé » sans préciser les modalités de cette organisation.

Mais comme dans le cas des banques, le plus important, c'est que ces nationalisations s'inscrivent dans une dynamique et que les travailleurs se chargent d'en préciser les modalités. Ceux de l'électricité ont voté une motion exigeant, qu'en cas d'indemnités, elles doivent être réservées aux petits actionnaires et non aux gros porteurs de capital. Le syndicat des Télécommunications précise que le processus en cours ne sera conclu « que lorsque les représentants des travailleurs élus par eux-mêmes prendront directement en charge la production pour rendre irréversible le processus révolutionnaire ». Le 18 avril, trois jours après le train de nationalisations, le gouvernement plaçait sous contrôle direct de l'Etat les cimenteries de Leiria, appartenant au grand trust Champalimaud : parallèlement la presse lançait une attaque violente contre les déclarations faites par Champalimaud lui-même au Brésil, l'accusant de saboter le processus démocratique et de nuire à l'économie nationale (O Seculo du 19/4).

Pourtant, jusqu'à présent, les nationalisations restent dans des limites compatibles avec le maintien du système capitaliste. Le capital étranger n'est pas touché. Comme l'exposait Cunhal, rassurant un journaliste du Seculo, dès le 17 avril, « je crois qu'il ne faut pas dramatiser et que les nationalisations réalisées ne dépassent pas au contraire le cadre des nationalisations qui furent réalisées dans l'après

guerre à un autre stade de l'évolution historique des pays capitalistes d'Europe Occidentale ».

Oui mais... Les entrepreneurs étrangers ne sont pas rassurés pour autant, et l'hémorragie de capitaux continue alors que les investissements ne viennent pas. La crise va son train, et les travailleurs en ressentent l'effet. Les idées d'expropriation, de contrôle, de banque unique d'Etat, de monopole sur le commerce extérieur pénètrent les masses... qui peuvent tirer d'autres conclusions des élections : que la lutte paye plus que le bulletin de vote ! D'autant que les bruits de manœuvres réactionnaires et de coup d'Etat persistent. Par deux fois, la semaine dernière, les soldats de plusieurs garnisons ont téléphoné spontanément aux locaux des organisations ouvrières, dont la L.C.I. pour signaler des mouvements louches. Une nouvelle tentative aujourd'hui mettrait le feu aux poudres, la réaction y réfléchirait à deux fois. Mais la persistance de la menace crée un climat peu propice à l'apaisement et au retour à la normale.

Hautement symbolique était la manifestation du 16 avril à Lisbonne, du Rossio au palais gouvernemental de Sao Bento, à l'appel du PC, du MDP-CDE, de la L.C.I., du M.E.S., du F.S.P., du P.R.T : 50 000 manifestants couverts de drapeaux rouges. Quand la L.C.I. est arrivée aux pieds des marches du palais, les manifestants du PC en noir-cissaient déjà les marches et regardaient l'arrivée des nouveaux cortèges. Les camarades de la L.C.I. sont apparus en scandant : « Dehors le PPD ! Front uni des travailleurs ! ». Après un moment d'hésitation, une salve d'applaudissements éclate sur les marches, et la masse des manifestants reprenait le mot d'ordre, et enchaînait : « Exploitation non ! Socialisme oui ! ». Peu après, les hauts parleurs officiels se ressaisissaient et relançaient les slogans de soutien au MFA. Après de longues négociations, le PC refusait aux camarades de la L.C.I. de prendre la parole au meeting de clôture. A Porto, après les avoir invités à une manifestation et à un meeting analogue comme co-organisateurs, le PC voulait leur imposer le mot d'ordre « d'alliance peuple-MFA », rendant ainsi l'unité impossible.

On peut penser que le PC pousse à la mobilisation à des fins électorales, ayant tout à gagner à paraître à la tête d'un mouvement ascendant. Mais s'il veut prendre prétexte du résultat des élections pour organiser la retraite dans la discipline et le respect de la loi, il aura du mal à contrôler le freinage : lancée à vive allure, la locomotive ouvrière, a déjà mordu en plusieurs points la frontière de la légalité bourgeoise. Avec une belle audace, et une belle insolence !

Le 21/4/75 Daniel Bensaïd





venus des beaux quartiers

« travaillez plus et mieux » affiche du MFA

à Lisbonne : les fresques murales

Après les nationalisations du 15 avril, l'Intersyndicale refuse l'indemnisation des capitalistes, les travailleurs imposent leur contrôle... Ils fouinent, épiluchent, surveillent.

le MFA dans les campagnes



photo Dufresne-Magnum

# « ON NE GRIGNOTE PAS L'ETAT... »

Après un premier voyage au Portugal, entre le 13 et le 20 mars, nous avons rendu compte dans « Rouge » de cet extraordinaire mouvement d'occupation, d'épuration et de contrôle, si peu remarqué par la presse bourgeoise, et pourtant fouetté par la riposte au coup d'Etat du 11 mars. Un second voyage, un mois plus tard, ne peut que confirmer et préciser cette première analyse.

Il y a d'abord l'exigence des nationalisations. Les employés des banques et compagnies d'assurance en avaient montré la voie, dès le lendemain du 11 mars, en occupant leurs bureaux. Après eux, les travailleurs des transports, des postes, des compagnies pétrolières avaient également exigé en assemblées générales la nationalisation de leurs entreprises. A cela, il faut ajouter plusieurs dizaines, plusieurs centaines peut-être de petites et moyennes entreprises où les ouvriers voient dans la nationalisation la riposte naturelle aux menaces de faillite et de chômage, qu'elles résultent de la crise économique ou du sabotage.

Nous avons toujours expliqué que la nationalisation n'est pas en soi une mesure révolutionnaire. Elle pose en fait deux questions décisives, quant à ses modalités : celle de l'indemnisation et celle du contrôle ouvrier.

## Pas d'indemnisation !

Dans le contexte de la mobilisation des travailleurs au Portugal, la question de l'indemnisation semble appeler une réponse de bon sens. Payer avec quoi ? Les travailleurs savent que le pays est pauvre, on le leur dit : et ils savent que le remboursement du capital signifierait de nouveaux sacrifices pour eux, sacrifices intolérables tant le niveau de vie est déjà bas. Payer pourquoi ? Les capitalistes indemnisés n'auront de plus urgent que d'évacuer leurs capitaux à l'étranger, au Brésil notamment où rôdent déjà les Spinoles et les Champalimaud... quand ils ne se serviront pas de cet argent frais pour financer de nouveaux projets de putsch !

Déjà, le dimanche 12 avril, 20.000 travailleurs agricoles réunis à Béja à l'appel du Syndicat des travailleurs agricoles ont approuvé par acclamation une résolution exigeant « l'expropriation sans aucune indemnisation des grands latifundios » et « un soutien d'Etat, technique et financier, aux commissions de gestion des travailleurs ». Avant la nationalisation de leurs entreprises, décidée le 15 avril dernier, les assemblées de travailleurs de la SONAP (compagnie pétrolière) et de la SOPONATA (transports pétroliers) votaient des résolutions : les travailleurs de la SONAP soulignent « que dans le processus de nationalisation les actionnaires ne devront bénéficier d'aucune valorisation de leur capital social, qui doit être la propriété exclusive des travailleurs. » ; et ceux de la SOPONATA « considèrent que la nationalisation est un processus dynamique, qui nécessite des administrateurs compétents et politiquement au service de la classe ouvrière et du procès révolutionnaire en cours, et qui nécessite aussi une vigilance et une intervention permanente des travailleurs (...) Les

travailleurs de SOPONATA considèrent que les actuels détenteurs de capital ne devront bénéficier d'aucune valorisation de leur capital qui appartient aux travailleurs... Ce ne sont là que des exemples parmi d'autres.

Il faut en outre souligner que la question de l'indemnisation reste vague dans les décrets de nationalisation et que les modalités et les délais n'en sont toujours pas précisés.

## contrôle ouvrier ! de l'exemple des banques...

Sur la question du contrôle ouvrier, les travailleurs des banques ont également montré la voie. Après la nationalisation, leurs syndicats se sont livrés à une véritable enquête sur le financement par le grand capital bancaire des préparatifs du 28 septembre et du 11 mars. Ils ont commenté les résultats de l'enquête dans leur conférence de presse du 1<sup>er</sup> avril.

Le contrôle des virements, des talons de chèques, des transferts de fonds donne des résultats passionnants. Ainsi, la banque Espirito Santo a financé le Parti du progrès, fasciste, pour la préparation de la manifestation de la majorité silencieuse le 28 septembre. Ainsi, 750 « contos » (1), ont été alors transférés à Carlos Bettencourt dirigeant de ce parti à Porto. Ensuite, un compte a été ouvert et rapidement alimenté de 5000 « contos » au nom de deux responsables du CDS. L'utilisation des fonds avancés est elle-même contrôlée.

Le rapport du syndicat détaille ainsi les dépenses du compte ouvert par le PPD : sondages d'opinion et publicité, achat d'automobiles, imprimerie, voyages, matériel de propagande... Les employés de la banque Pinto et Sotto Mayer ont découvert une liste de vingt entreprises fictives qui servaient seulement de canal pour l'évacuation de capitaux à l'étranger et le versement de fonds destinés à alimenter la campagne de bruits alarmants dans la presse étrangère... Ceux de la banque

### MEETING DE CLERMONT : une citation exacte

Les camarades de l'O.C.I., intervenant dans notre meeting à Clermont, ont mis en doute notre interprétation de leur attitude sur la question syndicale. Nous leur avons promis une citation exacte : « Nous nous félicitons que le parti socialiste portugais se soit dressé contre la reconstitution du syndicalisme corporatif. Mario Soares a eu raison de dire : non au pluralisme syndical d'inspiration bourgeoise, non à l'unité syndicale d'inspiration totalitaire » (D. Shapira dans Informations Ouvrières n° 689). Il y en aurait d'autres, mais nous avons mieux à faire que d'épingler ces morceaux d'anthologie.





la littérature vendue au Portugal a bien changé !

Conférence nationale de la LCI à Leiria

photos D.R.

bulletin du Front des Soldats et Marins révolutionnaires

Burgos ont découvert près de trente entreprises fantômes. Sans parler des manipulations de crédit visant à détériorer la situation économique.

Dans les entreprises non encore nationalisées, les mouvements suspects de documents, les menaces de faillite plus ou moins frauduleuses, incitent les travailleurs à s'organiser en piquets de vigilance, à instaurer un contrôle préventif sur les stocks, la comptabilité, les documents. Ce fut le cas dans l'électricité, dans les papeteries, chez les typographes. A Radio Clube, un comité révolutionnaire s'est formé pour épurer le personnel qui se refusait le 11 mars à alerter les travailleurs et pour ouvrir largement l'antenne aux organisations ouvrières. Plus généralement, l'épuration ou les menaces de licenciement sont les deux points de départ des expériences de contrôle. A Econave-Urrinam-Frenave, c'est l'exigence par les travailleurs de l'épuration du directeur qui avait été professeur d'anglais à l'école de la PIDE...

Pour les travailleurs de Joao Nunes Rocha à Averoio, pour ceux de Cogenço, Fumentar, Salpino, ce sont les risques de faillite qui appellent la mise en place de piquets de vigilance.

### à celui d'Ourique !

Certains exemples sont particulièrement édifiants. Les travailleurs de l'entreprise Cardoso et Costa ont obtenu que leur contrôle soit officiellement reconnu : tout chèque émis par le patron devra être contrôlé préalablement par la commission des travailleurs, les entrées et sorties de l'usine seront également contrôlées par un piquet. Les travailleurs des pneus Firestone sont, eux, confrontés aux manœuvres d'une entreprise multinationale. Ils ont constaté que la direction retirait des machines pour les transférer à ses usines de Suisse. Ils se sont formés en piquets de vigilance pour empêcher la sortie des pneus ou des machines, empêcher l'entrée de pneus importés, interdire l'accès de l'entreprise à un administrateur canadien venu depuis quelques jours mettre en ordre la comptabilité. Les 160 employés de EPUL (entreprise publique d'urbanisation de Lisbonne) occupent leur entreprise parce qu'ils protestent contre

### OCCUPATIONS DES TERRES

Au Portugal, le mouvement pour l'occupation est contagieux. Au Sud, il gagne les campagnes et s'y étend.

Il y a déjà bientôt deux mois que les paysans pauvres ont occupé à Quebradas les 500 hectares de la propriété de Carruscal. Ils se sont organisés en piquets de vigilance, en brigades de travail, et ont commencé les semailles sur cette terre qu'ils connaissent pour y avoir peiné tant d'années. Ils pensent pouvoir construire un poste d'essence près de la route de Lisbonne, avec une cantine et une crèche pour les gens de Quebradas.

A Montargil, organisés dans une Commission de la Ligue des petits et moyens agriculteurs les paysans ont commencé avec cinq tracteurs à cultiver des terres depuis longtemps incultes. De même autour de Zaramigos où les agriculteurs pauvres veulent s'organiser en coopératives.

### L'ASSEMBLEE DE SOLDATS EXIGE...

Le 18 mars, les soldats du groupe de Compagnies Train-auto se sont réunis en assemblée, ils ont respecté une minute de silence à la mémoire du soldat Luis, tué au RAL-1 le 11 mars. Ils ont adopté un communiqué exigeant le jugement populaire des fascistes directement impliqués le 11 mars ; la fin de la politique d'indulgence envers la réaction ; l'interdiction immédiate du C.D.S. ; le retrait immédiat de l'O.T.A.N. et l'expulsion des forces impérialistes de leurs bases de l'Algarve et des Açores ; l'expropriation des latifundias, la nationalisation des industries de base.

ses fonctions, exigent un budget, un plan d'urbanisation par rapport aux bidonvilles... Les employés des magasins Pain de Sucre (chaîne de supermarché) ont « épuré » quatre PDG compromis avec l'ancien régime et affiché à l'intention des consommateurs les relevés de comptabilité, les marges bénéficiaires réelles...

Encore plus clair, le communiqué remis à la presse le 19 mars par la commission de travailleurs des compagnies d'assurances de Ourique. Ils y expliquent pourquoi ils ont refusé d'élire des délégués à la Commission administrative provisoire et pourquoi ils ne sont pas pour autant des « saboteurs de nationalisation ». Le soir du 15 mars on a demandé aux travailleurs présents au piquet de contacter la direction syndicale pour envoyer au plus vite deux délégués à la dite commission. Des la première réunion les délégués ont constaté qu'un troisième travailleur non élu avait été désigné, que les administrateurs nommés ne méritaient pas la confiance des travailleurs, que les commissions provisoires dépendraient exclusivement du gouvernement. Ils remettent en cause l'élection hâtive à laquelle ils ont été contraints sous prétexte

d'urgence, ils refusent « une fois élus, d'être complètement indépendants des travailleurs et seulement soumis aux directives du ministre des Finances ». Contre de prévisibles calomnies les traitant de saboteurs, ils répondent « qu'au contraire celui qui saboterait serait celui qui empêcherait de mener les nationalisations à leur ultime conséquence révolutionnaire ». Ils refusent d'élire des délégués à une Commission administrative provisoire parce que cela contribuerait « à masquer la véritable nature du pouvoir économique et politique et pour aider la révolution socialiste qui ne se réalise pas en grignotant l'appareil d'Etat capitaliste, ni en s'infiltrant dans ses centres de décision, mais en le détruisant pour le remplacer par l'Etat Socialiste ».

Dans certains cas, comme aux teintureriers Portugal, comme à la fabrique de yaourts Bóm Dia, le patron a été expulsé, ou il a déserté. Le gouvernement nomme alors un administrateur. La volonté des travailleurs de surveiller, de contrôler, n'épargne rien. Il fouinent partout, rien n'est épargné. Ainsi les travailleurs des brasseries ont récemment mis en accusation le docteur Alves Conde, actuel secrétaire d'Etat au tourisme et déjà membre des deux premiers gouvernements provisoires. En dépouillant les dossiers de leur entreprise, ils ont trouvé une lettre d'Alves Conde à leur patron, le réactionnaire Manuel Vinhas, impliqué le 28 septembre, lui conseillant en 1972 d'investir au Brésil en raison de l'absence de risques politiques. Réciproquement, ils ont trouvé un télégramme de félicitations de Manuel Vinhas à Alves Conde pour son entrée au gouvernement.

Comme on peut le constater à travers ces exemples, un de leurs aspects les plus inquiétants, c'est le rôle que continuent à jouer les assemblées générales de travailleurs et les commissions de travailleurs, souvent reconnues par le gouvernement comme interlocuteurs de fait malgré les décrets anti-greve de juin 1974 et la loi sur l'unicité syndicale de janvier 75 qui visaient à « normaliser » la représentativité ouvrière et à écraser dans l'oeuf les embryons d'auto-organisation ouvrière.

Le 20.4.75  
Daniel Bensaid

(1) un « conto », mille escudos, vaut environ 200 F nouveaux.

### COMMERÇANTS DEMOCRATES

Le 24 mars, un mouvement de commerçants démocrates occupait les locaux de l'Union des corporations commerciales « parce que depuis le 11 mars et la dénonciation du complot de l'armée de Libération portugaise (E.L.P.), la survivance des structures corporatives constitue une provocation à la conscience révolutionnaire de notre peuple ». Il précise : « le mouvement de commerçants démocrates a décidé l'occupation surprise pour éviter la fuite de documents compromettants pour la direction aujourd'hui épurée... ».

### ADMINISTRATEURS REMPACES

Fin mars, « alertée par des informations de diverses sources et devant l'absence inattendue de quatre administrateurs sur six de l'entreprise, la commission de travailleurs de la société Esteril-Bol a décidé d'assumer directement la responsabilité de la gestion de cette entreprise », annonce un communiqué de cette commission. Il s'agit d'une chaîne d'hôtels et de motels.



LE PORTUGAL  
A LA VEILLE  
DES ELECTIONS



local squatterisé par la LCI à Coimbra.

celui de Lisbonne, ancienne villa d'un membre de la légion portugaise.

Lisbonne : « Centre populaire d'assistance à l'enfance ». S. July-Fotolib

## interview

# 1000 délégués de 40.000 locataires !

Nous avons interviewé un camarade de la L.C.I. de Porto, membre de la coordination des Commissions de Moradores (commissions de locataires) sur l'origine et la fonction de ces commissions.

D'où viennent les commissions de Moradores ?

Les commissions ont commencé à apparaître environ en juillet. Celles où je milite se trouvent dans des quartiers pauvres, des bidonvilles... Elles sont apparues lorsque le gouvernement a tenté de répondre à l'exigence d'un logement digne, exprimée par les travailleurs : il s'agissait d'un projet du ministère de l'équipement social, lié au fond d'habitations. Le projet de S.A.A.L. (Serviceo Ambulatório d'Apoio social — Service mobile d'assistance sociale) prévoyait la construction de logements par des associations de locataires subventionnées par l'Etat. Il visait donc à freiner les mobilisations directes des locataires en les engageant dans la gestion de la pénurie et dans le respect de la loi bourgeoise.

Comment sont constituées les Commissions de Moradores ?

Au début, elles se réduisaient en fait souvent à des groupes dynamiques, ou des comités d'action composés de quelques individus entreprenants, combattifs. Ensuite, le mouvement s'est généralisé sous l'impulsion des partis et groupes d'extrême-gauche. Ainsi se tiennent des assemblées générales au niveau du quartier qui, souvent, élisent des commissions de sept à vingt membres environ. Dans la mienne par exemple, nous étions sept au début. Au cours de la lutte, la commission s'est élargie à vingt et un membres avec des sous-commissions de travail. Il y a une sorte de sélection naturelle : dans cette phase de lutte, les gens élus sont de fait les plus dynamiques...

Quelles sont les tâches des commissions ?

La tâche de la commission de Moradores, c'est en priorité la lutte pour l'habitation, la création de crèches, le contrôle de l'hygiène, l'impulsion d'activités théâtrales, culturelles, récréatives. Parfois, elle édite un journal ou un bulletin de quartier.

Nous seront peut-être confrontés au danger de la cogestion, ou de l'auto-construction, c'est-à-dire au danger de voir les locataires prendre en charge les carences gouvernementales.

Il arrive déjà que les locataires collaborent à la construction. Ainsi, à Setubal, ils ont déjoué le piège : les « moradores » ont travaillé à la construction, mais ils ont exigé d'être payés. Dans d'autres secteurs, les locataires sont aussi des chômeurs, et ils ont exigé du travail dans la construction de leur propre logement.

Quels sont les rapports entre les Commissions de Moradores et les entreprises, les Commissions de travailleurs, l'Intersyndicale ?

Ici, il y a une liaison étroite entre les commissions de Moradores et les Commissions de Travailleurs de la Construction civile, une étroite collaboration avec les travailleurs du S.A.A.L. et des chambres de construction. Jeudi prochain, nous allons essayer de stabiliser cette liaison à travers une commission.

En revanche, la liaison horizontale, au niveau du quartier, avec les Commissions de travailleurs des entreprises locales pour les tâches d'épuration, de vigilance... reste très limitée. Jeudi, nous poserons également la question de l'épuration de la



local squatterisé par la LCI à Porto. chambre municipale de Porto et nous essaierons de renforcer les contacts à ce propos.

Le 5 avril passé, s'est tenu un Plenum des Commissions de Moradores de Porto, avec mille délégués. Quels sont pour vous le sens et l'importance de cette assemblée ?

Je suis depuis cinq mois dans ces commissions où nous avons livré bataille contre les réformistes qui dominaient à l'origine et s'opposaient aux luttes radicales. Je te rappelle que le P.S. est contre les occupations de maisons et que le P.C. y participe mais sans s'être jamais prononcé clairement sur le problème. Le Plenum du 5 avril est venu après une série de défaites : chaque fois que nous engageons une lutte, les réformistes rappliquaient avec des responsables officiels de la Chambre municipale. Nous avons ainsi eu des rendez-vous cinq ou six fois organisés avec le responsable de la Chambre. A la fin, cinq ou six commissions excédées, étaient prêtes à chercher pour le battre physiquement ce responsable-fantôme. Nous avons aussi envoyé une lettre au Conseil de la Révolution ; restée sans réponse. Alors, le 3 avril, il y avait une assemblée des commissions présidée par trois membres du PC. A cette assemblée générale, ma commission a exigé un Plenum immédiatement, pour le 5 et non pour le 13 comme prévu. En un jour, nous avons réussi à mobiliser plus de 1.000 délégués représentant les assemblées et les commissions de 40.000 locataires. A ce Plenum, toutes nos positions ont été approuvées. Le représentant de la commission de Bouça déclarait : « nous proposons le non-paiement des loyers des maisons

misérables que nous habitons dans les bidonvilles ; notamment dans les secteurs dont nous exigeons l'expropriation ». Celui de la commission de Massarelos précisait : « La banque a été nationalisée mais il faut que les travailleurs contrôlent maintenant cet argent afin de garantir une habitation digne à tous les travailleurs et aux vieux ».

Finalement, le Plenum a exigé :  
— un décret d'expropriation des terrains et leur gestion par les commissions ;  
— la publication d'un décret de financement pour la construction ;  
— que soit mis fin au système de sous-location qui engraisse les intermédiaires au détriment de 40.000 locataires dans la zone de Porto.

L'assemblée est ensuite sortie en manifestation pour présenter à la municipalité un cahier revendicatif. Le cahier réclame : le non-paiement des loyers dans les secteurs dont l'expropriation est exigée ; l'épuration totale de la chambre municipale où le P.P.D. siège encore aux côtés du P.C. et du M.D.P. ; la nationalisation sous contrôle des commissions de tous les sols urbains ou urbanisables ; l'occupation planifiée par les commissions de toutes les maisons inhabitées. Notons à ce propos que le Conseil de la Révolution a ramené de 120 à 60 jours le délai accordé aux propriétaires pour louer ; au-delà, il se lave les mains des occupations...

Avant le 5 avril, il y avait une coordination des Commissions qui ne fonctionnait pas bien. Le Plenum a décidé que chaque commission enverrait désormais deux délégués à une coordination régulière où sont discutées les initiatives, les revendications. Cette coordination doit élire en son sein un exécutif plus restreint.

### MEETINGS PORTUGAL

A Rouen, le 10 avril, environ 500 participants au meeting avec Daniel Bensaid

A Clermont-Ferrand, environ 250 personnes (avec Bensaid). Plus de 400 F ont été collectés pour la L.C.I., le 17 avril.

Au Havre, le 17 avril, 100 personnes au meeting avec G. Filoche.

Rennes avec Filoche le 22 avril ; 300 personnes

Sont annoncés :  
Orsay (faculté) le 24 avec Filoche ;  
Poitiers le 29 avril avec Bensaid ;  
Le Mans le 29 avril.



# une offensive MEURTRIERE

quatre jours noirs  
quatre morts rouges

Fotolib



Quatre morts, des dizaines de blessés graves. Le visage monstrueux du fascisme est réapparu en Italie. Cette fois, il ne s'agit pas d'un attentat isolé, mais d'une offensive d'envergure contre le mouvement ouvrier. A quelques semaines des élections régionales dans tout le pays. Les assassins : les fascistes et la police.

## DES MEURTRES DE SANG FROID

Mercredi 16 avril, à Milan, se déroule une manifestation sur la question du logement. A l'issue de défilé, une voiture s'approche d'un groupe de discussion. De l'intérieur, un fasciste tire un premier coup de feu qui touche un militant. Puis un deuxième dans la tête pour l'achever. C'est la première victime : Claudio VARALLI, 17 ans.

Jeudi 17 avril. La riposte s'organise dès le matin. Dans plusieurs villes d'Italie, des milliers de manifestants descendent spontanément dans la rue. A Milan, les locaux du MSI sont pris d'assaut. La police tire des coups de feu sur la foule, faisant de nombreuses victimes. Un camion de carabinieri fonce dans les manifestants et écrase l'un d'eux. C'est la deuxième victime : Gianni ZIBECCHI (voir photos ci-contre).

Jeudi soir, à Turin. A la suite d'une altercation avec des membres du comité de lutte du quartier Falchiera (quartier populaire habité notamment par des immigrés du Sud du pays), un fasciste prend en chasse un militant et l'abat d'un coup de pistolet. C'est la troisième victime : Antonino MICCICHE, militant de *Lotta Continua*, ouvrier à la FIAT, licencié en 1973.

Vendredi 18 avril. Les syndicats appellent à une heure de grève dans tout le pays. De puissantes manifestations se déroulent dans les principales villes (20.000 à Turin, 40.000 à Milan, etc...). A Turin, le local du MSI brûle. A Florence, les manifestants donnent l'assaut à plusieurs locaux fascistes. La police tire, un militant du PCI est grièvement blessé. Il succombe à ses blessures le lendemain matin. C'est la quatrième victime : Rodolfo BOSCHI.

## LES FASCISTES RELEVANT LA TETE

Après les attentats fascistes de Brescia et du train *Italicus* l'année dernière, il y avait eu de puissantes mobilisations ouvrières de riposte. Depuis, les fascistes s'étaient montrés plus discrets. Les voilà qui tentent de relever la tête, à un mois et demi des élections. De telles initiatives (l'une d'entre elles, qui n'a pu être menée à bien, était de faire dérailler le train *Milan-Rome*) ont un but clair : entretenir un climat de provocation à l'encontre du mouvement ouvrier. Un tel projet a d'ailleurs le soutien de fractions non négligeables de la bourgeoisie qui mise sur une attaque frontale contre la classe ouvrière, pour résoudre la crise politique. Toutefois, la majorité de la bourgeoisie hésite à se lancer dans une dynamique qui pourrait déboucher sur de violents affrontements de classe. C'est pourquoi toute la presse bourgeoise se remplit de déclarations anti-fascistes, après les assassinats de la semaine dernière. Le conducteur du camion qui a écrasé ZIBECCHI, le meurtrier de MICCICHE ont été inculpés. Des mesures sont annoncées contre les policiers à la gâchette trop facile. Mais en même temps, la bourgeoisie voit là un bon moyen de renvoyer dos à dos les « extrémistes » et de poursuivre sa politique de répression sélective à l'égard des militants d'avant-garde.

## AUTODEFENSE OUVRIERE

D'autant plus qu'elle est aidée dans sa tâche par la politique du Parti communiste italien. Berlinguer, le secrétaire général, a déclaré : « Les organes de l'Etat doivent énergiquement être rappelés à leur devoir et mettre hors d'état de nuire les terroristes », « les ripostes violentes, les assauts de locaux politiques

Fotolib



Giannino Zibecchi tué par un camion de carabinieri

doivent être condamnés ». Mieux : la fédération départementale de Florence explique le meurtre du militant communiste BOSCHI par une provocation à l'égard des policiers de la part d'un militant d'extrême-gauche. Dans toutes les manifestations de riposte, le PCI a cherché à freiner la mobilisation. A Turin, le vendredi matin, la manifestation se dirige vers le local du MSI. En tête, les ouvriers de la FIAT, anciens camarades de travail de MICCICHE, assassiné la veille au soir. Puis un service d'ordre unitaire de l'ensemble des organisations qui avaient appelé à manifester. Soudain, le service d'ordre du PCI tente de faire dévier la manifestation vers une place latérale. Il est renforcé par celui du PDUP qui adopte, à cette occasion, une attitude complètement opportuniste. Mais le gros de la manifestation continue. Et pendant que les acteurs du PCI et du PDUP bavardent sur le fascisme, à quelques centaines de mètres, les militants antifascistes donnent leur réponse aux assassins : le local du MSI brûle. La police qui le protégeait a été obligée de reculer devant l'ampleur de la manifestation.

Face à cette offensive contre le mouvement ouvrier, la politique du PCI est criminelle. Elle consiste à demander l'application de la loi contre les fascistes, et à constituer un front de tous les partis « constitutionnels » (c'est à dire de tous les partis politiques, sauf le MSI). Mais comment croire que la bourgeoisie appliquera ses lois contre les fascistes ? la Constitution italienne interdit solennellement la constitution de partis fascistes. Est-ce que cela a empêché le MSI de procéder à de multiples attentats, souvent avec le soutien de secteurs de la Démocratie-chrétienne ? la solution ne réside pas non plus dans la mise hors la loi du MSI, réclamée par les trois principaux groupes d'extrême-gauche (PDUP, *Lotta Continua*, *Avanguardia Operaia*). Il est illusoire de croire que la bourgeoisie mettra hors la loi le MSI. Quand bien même elle le ferait, cela ne serait que formel. Les fascistes seront mis hors d'état de nuire par la riposte unie de toutes les organisations de la classe ouvrière. Contre la peste brune, la seule riposte est l'autodéfense militante.

A cet égard, les manifestations des jeudi 17 et vendredi 18 avril ont montré d'une part l'ampleur de la mobilisation et d'autre part son caractère militant. Dans de nombreuses villes, ce sont des milliers de travailleurs et de jeunes qui ont mis à sac les locaux fascistes. Mardi 22, avait lieu une grève générale dans tout le pays contre le plan d'austérité du gouvernement (voir encadré). C'était une occasion de faire converger les mobilisations contre la vie chère et le chômage avec la riposte antifasciste.

Serafin LAMPION

## la grève générale du 22

80.000 à Turin, 160.000 à Milan, des cortèges dans tous le pays. La grève générale a été l'occasion de puissantes manifestations de riposte aux assassinats fascistes.

Certes, d'un point de vue numérique, la riposte a été moins massive que pour Brescia. Mais pourtant beaucoup plus significative, pour deux raisons : d'une part les mots d'ordre mettaient en cause à la fois les fascistes et l'appareil d'Etat (la police étant responsable de deux assassinats), d'autre part il s'agissait de manifestations ouvrières sans participation de partis bourgeois.

En de mai En de nombreux endroits, les directions ouvrières ont failli être débordées. Elles ont néanmoins contrôlé l'ensemble des mobilisations empêchant que la riposte se concrétise par des actions militantes contre les locaux fascistes.

Correspondant



## LA FORCE EXTRAORDINAIRE DE LA REVOLUTION INDOCHINOISE

Phnom Penh libéré ; premier des pays indochinois, le Cambodge est intégralement délivré de l'agression américaine. Thieu, démissionnant, sonne le glas du régime néo-colonial au Sud-Vietnam où les forces révolutionnaires poursuivent leur avance en dépit des manœuvres de dernière minute de Washington. Au Laos, l'« Assemblée nationale » fantôme est enfin effectivement dissoute, après une longue résistance de la droite bourgeoise à la mise en application de cette décision gouvernementale. Le Pathet Lao renforce simultanément ses positions politiques et militaires. L'Indochine toute entière est à l'heure de la victoire finale.

En 1968, puis en 1973, l'impérialisme américain devait reconnaître l'échec de sa stratégie d'escalade militaire. Mais il espérait encore sauver ses positions, s'il ne comptait plus casser les reins du front révolutionnaire indochinois. Il lui fallait tenir les villes pour confiner la révolution dans les campagnes. Phnom Penh est libéré, ainsi que les principales villes du Sud-Vietnam, à part Saïgon dont tout le monde attend la chute. Et pour la première fois de leur histoire, les centres urbains du Laos ont été secoués de luttes sociales profondes. Il lui fallait tenir la ligne du Mekong. Elle est devenue le symbole de l'unité de la des peuples d'Indochine, tandis que de l'autre côté de son cours laotien, en Thaïlande, les guérillas du PCT se renforcent. Il lui fallait cacher l'ampleur et la nature de sa défaite. Le monde retentit de l'écho des victoires des révolutionnaires indochinois ; la débâcle américaine est telle qu'elle est devenue le symptôme le plus grave de l'absence de « leader-ship » de l'impérialisme.

La lutte victorieuse des peuples d'Indochine accélère la modification des rapports de force internationaux entre les classes. Parce qu'elle est composante de la révolution socialiste mondiale. Parce que, la première, elle a défait une intervention contre-révolutionnaire prolongée, massive, atteignant la tentation du génocide, dirigée par le plus puissant des impérialismes, le gendarme du monde capitaliste. Tranchée avancée du prolétariat mondial, l'Indochine aura payé un tribut terriblement lourd à la lutte de l'humanité pour sa libération. Mais elle aura, grâce à ce sacrifice, démontré la force extraordinaire d'une population en armes, se levant pour renverser l'ordre impérialiste et capitaliste, la force extraordinaire d'une révolution.

En cela, la révolution indochinoise est exemplaire. De cette leçon, nous lui sommes redevable. Nous ne l'oublierons pas.

De la révolution indochinoise à la révolution mondiale !

P.R.

# NON A « UN REGIME THIEU SANS THIEU » !

*L'effondrement de l'appareil néo-colonial à Saïgon est proche. Il marquera la défaite ultime de l'impérialisme US en Indochine et sera la première victoire d'une révolution socialiste depuis Cuba.*

Thieu a démissionné, contraint par les événements et par les Américains. Mais si l'homme prend le large, le régime, lui, reste en place — inchangé. La succession du dictateur doit s'opérer selon la Constitution fantôme. Washington tente une manœuvre de dernière minute. Mais à force de demi-mesures elle ne convainc pas. Le GRP, comme la troisième composante, dénonce le « régime Thieu sans Thieu » : Il répond par une fin de non recevoir à la proposition de cessez-le-feu inconditionnel et immédiat du gouvernement maintenu de Saïgon. La « bataille de Saïgon » se poursuit.

Dans ce refus du GRP de prendre en considération le départ de Thieu, les commentateurs ne voient en général que la conséquence du rapport de force actuel. Sauvagnargues, notre ministre des Affaires étrangères, déclare sans embarras que maintenant « une page est tournée » après la démission de l'ancien président-fantôme, souhaitée par la France et que c'est au GRP et à Hanoi d'accepter

un cessez-le-feu. Or, l'attitude actuelle du GRP n'est pas nouvelle, elle ne découle pas des derniers événements mais de l'orientation qu'il a adoptée au lendemain de la signature des accords de Paris.

Un diplomate averti comme Sauvagnargues ne saurait l'ignorer. Mais le gouvernement français ne renonce pas à jouer un rôle de médiateur néo-colonial au Sud-Vietnam, après s'être retrouvé sans interlocuteurs au Cambodge.

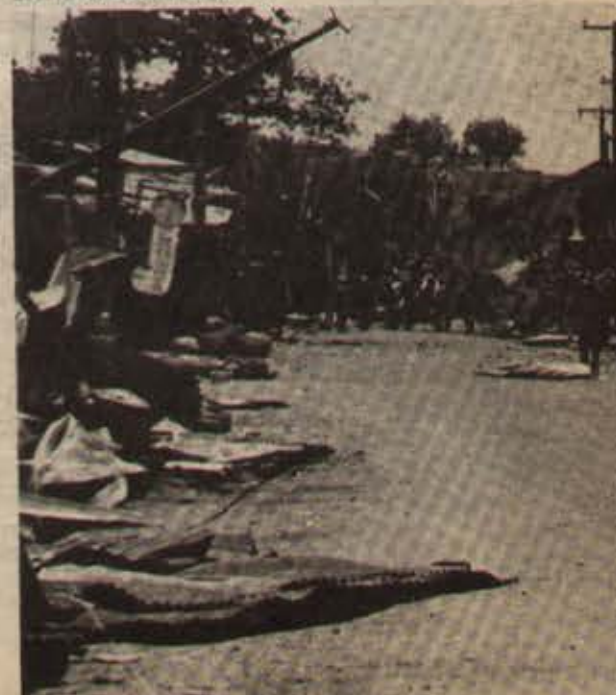
**pas de replâtrage !**

Voilà huit mois que le développement des luttes urbaines a fourni un exemple éclairant de l'orientation du GRP à l'égard des forces politiques du régime saïgonnais. Il a favorisé la convergence des oppositions visant à obtenir la démission de Thieu. Mais il a simultanément dénoncé les projets de la droite bourgeoise.

C'est en septembre-octobre que la droite catholique commence à s'opposer à la personne de Thieu. La crise politique du régime éclate. Mais, dès les premiers temps, le GRP comme le gouvernement nord-vietnamien mettent en garde la population contre ceux qui veulent se débarrasser du dictateur pour mieux poursuivre le combat anticommuniste.

Quand Tran Huu Thanh, principal dirigeant du mouvement contre la corruption, catholique, publie un « Acte d'accusation n° 2 » contre Thieu, les clivages s'approfondissent. Le 9 février, le Nhan Dan (Quotidien du Parti des Travailleurs du Vietnam — P.C. au Nord) dénonce les « ambiguïtés » de ce document : « il ne revendique que le départ de Thieu, uniquement, ce qui n'est pas conforme à la revendication des masses qui veulent renverser à la fois Thieu et sa clique », « il ne souffle mot au sujet des Etats-Unis... », « il considère la signature des Accords de Paris comme un "acte de trahison" », il « n'a pas posé le problème du changement de politique ». Et l'article en conclut que « demander

Les fantoches à Xuan Loc



### un journaliste « indépendant »

La télévision française nous avait habitué à ses commentaires très tendancieux sur l'Indochine. Ainsi, l'offensive du GRP se transformait en offensive du Nord-Vietnam, l'aéroport de Phnom-Penh bombardé par les khmers rouges devenait « bombardés par les roquettes chinoises ».

Mais, incontestablement un journaliste a remporté le pom-pom, c'est Jean-François Chauvel dans son émission « satellites » du jeudi 10 avril. D'abord le choix du commentateur « militaire » : le général Vanuxem, un vieillard baderne qui n'a jamais gobé Dien-Bien-Phu et chaque semaine se défoule dans le journal d'extrême-droite « carrefour ». Ensuite celui des commentaires : l'ensemble des téléspectateurs a appris que les Nord-vietnamiens avaient intégralement violé les accords de Paris : que les réfugiés fuyaient par peur du communisme. En un mot, tous le fatras idéologique que l'on peut entendre dans la bouche des pires réactionnaires. Quant aux images, parlons-en, 10 secondes sur le GRP et encore on ne vit que trois maquisards en train de marcher. Mais sur l'armée fantôme alors là pardon. Le téléspectateur put la détailler « dans tout son héroïsme » fabriquant des barricades, prête à résister jusqu'au bout.

Aujourd'hui, on a plutôt envie de rire des contorsions de Chauvel qui a tenté de donner, à la télévision, au point de vue chaque jour démenti par ce qui se passe sur le terrain. Un peu comme, si ce personnage, qui par ailleurs ne dédaigne pas écrivasser dans le journal du PFN, se raccrochait lamentablement à un radeau de brindilles en train de se disloquer. Mais, alors, messieurs les spécialistes des combats bourbeux, à défaut de bon goût, faites preuve d'une qualité qui s'impose en de pareils cas : fermez-là.





Sipa Press

Dans Da-Nang libérée

le départ de Thieu pour continuer sa politique... voilà une ligne anti-populaire et anti-nationale, que le peuple vietnamien ne tolérera jamais » (cité par Nouvelles de la RDVN n° 43 du 15.2.75).

On voit que la dénonciation de la manœuvre américaine de réforme du régime pour mieux poursuivre la lutte anti-communiste ne date pas d'aujourd'hui. Les deux préalables à l'ouverture de nouvelles négociations, dans le cadre des Accords de Paris, sont le remplacement de l'administration saïgonnaise et l'arrêt de toute ingérence U.S. Ce sont ces conditions que la radio du FNL vient de rappeler (voir Le Monde du 23.4.75).

Le GRP ne cherche pas une alliance substantielle avec des secteurs bourgeois, pro-impérialistes, de la classe dominante saïgonnaise. La perspective de « conseil national à trois composantes » ne vaut que si elle marque le désengagement U.S. effectif et la désagrégation réelle de l'appareil fantôme. Elle n'a pas pour fonction aux yeux des forces révolutionnaires vietnamiennes de stabiliser un statu-quo néo-colonial.

### la « troisième composante »

Il reste que la politique d'alliance du G.R.P. existe, à l'égard de la « troisième composante ». L'orientation du GRP en ce domaine est illustrée par ce qui se passe dans les villes nouvellement libérées. Le premier des « dix commandements » du GRP stipulait que « il faut abolir l'ancien système, ses lois et ses règlements ; dissoudre tous les partis réactionnaires et autres organisations politiques au service de l'impérialisme et de ses fantômes » (Le Figaro du 5.6.73). Un « comité de contrôle militaire » s'est mis en place à Da Nang, composé de neuf membres dont d'importants dirigeants du FNL de la province. Une politique différenciée est adoptée, en ce qui concerne les 109.000 hommes de troupe de l'armée saïgonnaise qui se sont présentés à l'administration révolutionnaire : les soldats sont laissés libre et se voient offrir des papiers d'identité, les officiers sont envoyés dans un « centre de réedu-

cation ». Mais de façon générale, la répression semble infime. Des pillards ont été exécutés mais il n'y a pas eu de règlement de compte en masse. Le GRP fait certes de nécessité vertu : le commerce et l'administration doivent continuer à fonctionner pour nourrir cette population de 700 à 900.000 habitants. La prise en charge ne pourra être que progressive, les réfugiés rentrent peu à peu chez eux, un rationnement du riz à prix fixe doit permettre de limiter les effets de l'inflation, le « dong », monnaie nord-vietnamiennne côtoie maintenant la piastre saïgonnaise, les cadres arrivent, l'enseignement reprend mais les programmes en sont changés, des cours de formation politique sont donnés largement. Mais la faiblesse de la répression manifeste aussi la force du GRP, confirmée par l'invitation de nombreux journalistes occidentaux.

S'il a brisé l'appareil fantôme, et s'il constitue l'essentiel du pouvoir, le GRP a associé à Da Nang des éléments de la « troisième composante » à la gestion de la ville. Et notamment les bouddhistes. Ceci confirme que la politique d'alliance du GRP à l'égard de cette « troisième composante » n'est elle non plus, pas purement conjoncturelle.

Cette « troisième composante » ne représente pas une force politique organisée et cohérente. Elle regroupe des mouvements catholiques très minoritaires, un courant de l'Eglise bouddhiste unifiée (pagode An Quang), les syndicats indépendants, des organismes de lutte politique tels le Mouvement pour l'application des accords de Paris de Mme Ngo Ba Than, un certain nombre de personnalités pour lesquelles les objectifs convergent aujourd'hui avec ceux du GRP (voir Inprecor n°s 10 et 18). Leur importance vient de ce qu'ils reflètent le processus de recomposition des mouvements sociaux dans les villes. En s'adressant à eux, le GRP cherche l'alliance avec la partie de la petite bourgeoisie urbaine qui n'est pas directement organisée par ses militants clandestins. De même que le pardon accordé aux soldats de l'armée fantôme doit accélérer la décomposition de l'appareil saïgonnais et multiplie les ralliements.



« carte tirée du Figaro du 22.4.75 »

Après Phan Thiet, deux autres villes importantes ont été libérées : le « verrou » de Xuan Loc et Ham Tan, soit le 20 et 21ème chefs lieux de provinces. La base aérienne de Bien Hoa est menacée et ne peut déjà plus être utilisée de nuit. Le principal port du delta, Vung Tau, pourrait être l'objet d'une prochaine offensive. Des opérations de guérillas sont menées jusque dans les faubourgs de Saigon. Au Cambodge, toutes les capitales provinciales sont maintenant libérées.

L'armée fantôme vient d'utiliser autour de Xuan Loc des bombes C.R.U. (« cluster bomb unit ») déjà larguées le long du Mékong lors des combats pour la libération de Phnom Penh. Elle tue par asphyxie en détruisant sur un rayon de 250 m l'oxygène de l'air. Washington n'hésite pas à sortir ses dernières armes de génocide. Elles n'empêcheront pas sa défaite ultime ! Halte à l'intervention américaine !

### vers la victoire finale

Entre la « composante saïgonnaise » stricte (le régime fantôme) et la « troisième composante » proprement dite (populaire), un certain nombre de personnalités tentent de jouer un rôle tampon, bonapartiste. Le général Minh, co-auteur du coup d'Etat contre Diem en 1963, des dirigeants bouddhistes sont de ceux-là. Cela fait longtemps qu'ils pensent que la seule solution néo-coloniale est à rechercher dans une politique d'alliance avec le GRP. Mais dès ses débuts, leur orientation manquait de crédibilité car les instruments de la pénétration impérialiste en Indochine restent avant tout l'armée, la police et l'administration fantôme. Et la condition d'accord avec le GRP était l'ouverture de leur processus de désagrégation.

Aujourd'hui, avec la décomposition en cours du pouvoir fantôme, accélérée par le départ de Thieu et des américains, approfondie consciemment par la politique des forces révolutionnaires vietnamiennes, ces personnalités ne pourraient jouer le rôle de fléau de la balance entre le GRP et Washington. Elles pourraient tout au plus devenir les otages consentants d'un gouvernement de transition entre l'entrée du GRP à Saigon et la mise en place d'une nouvelle administration révolutionnaire. Crise politique et crise sociale s'aggravent à Saigon. Le dégoût des américains gagne ceux qui avaient cru en la parole du protecteur impérialiste. La certitude de l'entrée prochaine du GRP à Saigon s'impose et la bourgeoisie prend peur.

L'effondrement de l'appareil néo-colonial dans la région saïgonnaise est proche. Il sanctionnera la défaite ultime de l'impérialisme US en Indochine et la première victoire d'une révolution socialiste dans le monde depuis Cuba. C'est cela qui donne son plein sens, sa portée mondiale à la lutte des peuples indochinois.

le 23.4.75  
Pierre ROUSSET

Rouge page 17



Sipa Press

## inprecor

N°23

La débâcle impérialiste en Indochine

N° 24 (à paraître le 24.4.75)

La réponse de la LCI au pacte du MFA •

Angola : vers quelle indépendance ? •

Nouvelles luttes en Italie •

Grande-Bretagne : le referendum sur le Marché commun •



# RAS LE BOL !

Les paragraphes consacrés par Haby à la formation des maîtres, sont des plus inquiétants...

Depuis le mois de mars, des luttes importantes se déroulent dans les écoles normales d'instituteurs et d'institutrices. Les raisons de cette situation sont multiples.

D'abord, se pose le problème des postes à la sortie des E.N. De nombreux normaliens, aujourd'hui en formation professionnelle deuxième année, ne sont pas du tout assurés de trouver un poste à la rentrée de Septembre. (Ainsi, dans les Pyrénées Atlantiques, 165 instituteurs seront en chômage à la sortie des E.N. de Pau et de Lescar).

La sensibilisation est très grande aux nombreux problèmes de vie intérieure aux différentes E.N. Dans certains endroits, les droits syndicaux les plus élémentaires sont bafoués. (Ainsi à l'Ecole Normale de garçons d'Evreux, la direction interdit toute réunion syndicale à l'intérieur de l'établissement). Les internats sont bien souvent de véritables prisons. Il faut rentrer à 8 h. ou 9 h. le soir, montrer patte blanche, le droit de visite dans les chambres est interdit.

De nombreuses Ecoles Normales de Filles sont régies encore comme de vrais couvents. L'ouverture du courrier de certaines élèves internes est une pratique attestée dans une demi-douzaine d'E.N. au moins. (Et on parle de majorité à 18 ans !).

L'examen terminal - le certificat de fin d'études normales - est contesté par tous : c'est un examen maison, corrigé par les profs de l'E.N., qui permet tous les règlements de compte individuels. La formation reçue est le plus souvent une formation bidon. Tout ce qu'on apprend à l'Ecole Normale, c'est la fonctionnarisation - c'est déjà apprendre à dormir en attendant la retraite.

Les paragraphes consacrés par Haby à la formation des maîtres sont des plus inquiétants. L'accent y est mis sur la formation « morale », sur le caractère de l'institut. Haby définit quasiment l'instituteur comme un des piliers de « l'ordre moral ».

La répression sévit durement dans les E.N. : ainsi à Montpellier Alain Flandres a été exclu pour avoir répondu à la question qu'un gosse posait sur la sexualité. A Bourg en Bresse, le militant S.G.E.N. Journet a été exclu pour « manque de conscience professionnelle » en fait pour militantisme syndical.

Le « comité d'action » de l'E.N. d'Auteuil a été exclu en bloc en juillet dernier (13 Normaliens). Et pour ces cas connus nationalement, combien d'exclusions discrètes !

Toutes ces raisons font que le ras-le-bol normalien s'amplifie de semaine en semaine !

## LA LUTTE S'ORGANISE NATIONALEMENT

Des luttes sont déjà engagées à LESCAR (Pyrénées Atlantique), les normaliens de ROUEN, en lutte depuis le 7 avril, ont été lokoutés par l'intervention de Haby lui-même. A Caen, la grève dure depuis plus de 3 semaines. Mais ce ne sont pas des cas isolés. Rares sont les grosses E.N. où au moins un débrayage d'une journée n'a pas eu lieu. Après les coordinations régionales, la coordination nationale du 19, qui regroupait 35 E.N., a adopté une première plate forme nationale dont les axes essentiels concernent la garantie de l'emploi, la lutte contre la sélection et les règlements intérieurs, pour des salaires mensuels de 1800 mini, contre la privatisation des E.N.

## LES MOYENS D'ACTION

La coordination nationale a prévu :  
— une journée d'action nationale le 28, avec possibilité de grève. Centrée autour de la réouverture de l'Ecole Normale de Rouen.

Des coordinations régionales, avec si possible, des manifestations de rue, se tiendront à Paris, Rouen, Rennes, Aix, Toulouse et Saint Etienne.

— pour la participation au week-end lycéen du 26.27 : un forum normalien pourrait se tenir le dimanche matin. Les normaliens de la région parisienne se rassembleront le dimanche après-midi, 15 h., place Denfert Rochereau avec les lycéens pour joindre leur mouvement à celui de tous les jeunes contre la réforme Haby.

Le travail sérieux de la coordination nationale du 19 devrait permettre de doter le mouvement normalien d'une base d'action pour les mois prochains et l'année suivante.

# 16 mois bien remplis

Robert Pelletier, l'un des trois inculpés du procès de Marseille, condamné par le Tribunal militaire à un an de prison dont quatre mois fermes a achevé son service militaire dans les derniers jours du mois de mars après 16 mois d'armée. Militant de la LCR, il répond ci-dessous à nos questions.

Ton service militaire a été quelque peu mouvementé. Veux-tu nous en rappeler les principaux épisodes ?

En effet, je me suis pas mal balladé. D'abord affecté à Offenbourg en R.F.A., j'ai été muté à Draguignan, au début de l'été 74, pour avoir signé et fait signer l'Appel des Cent. Après

la manif, j'ai été enfermé quelque temps au camp de Canjuers. De là, muté à la Courtine pour y faire soixante jours de trou. Arrêté à Paris à l'issue de ces soixante jours, j'ai été convoyé par les gendarmes à la prison des Baumettes de Marseille. J'y suis resté jusqu'au procès. Une fois le procès terminé, je suis resté deux jours supplémentaires à la prison pour que ça couvre exactement les quatre

## DEMANDEZ L'ARMEE NOUVELLE, DEMANDEZ...



Charles Hernu

Il faut lire l'Armée nouvelle, « revue des conventions pour l'armée nouvelle », c'est à dire le regroupement des cadres, officiers et sous-officiers de réserve liés au Parti Socialiste.

Dans son N° 2, on trouve quelques belles maximes ; par exemple, sous la signature de Pierre Bercis : « l'antimilitarisme est à l'Armée ce qu'était l'anticléricalisme à l'Eglise au début du siècle : une idée primaire, sans nuance et qui fait passer à côté des véritables problèmes. Heureusement, cette vieille attitude, issue de l'intervention de l'Armée contre le peuple après 1815, tend à régresser, sauf dans quelques groupuscules. Mais il faut maintenant passer de l'indifférence à l'intérêt (pour les choses militaires) ».

Au cas où on n'aurait pas bien compris, on nous explique un peu plus loin ce qu'est l'antimilitarisme primaire :

« De Draguignan à Karlsruhe... bien sûr, on trouve de part et d'autre la kyrielle des justes revendications immédiates. Une seule cause réelle toutefois à leur étrange (sic) formulation : l'absence de structures de participation au sein de l'Armée... Mais au delà des formes, il existe une différence de taille, tout de même, dans le contenu des revendications. A Karlsruhe, la présence des troupes françaises outre-Rhin et le missile Pluton ont

été contestées. Cela est difficilement tolérable ».

C'est beau, le patriotisme. Mais qu'attend-on pour exclure Hernu qui se porta impudemment à la défense de ces irresponsables.

Une démarcation aussi nette d'avec l'anti-militarisme ne saurait aller sans entraîner des conséquences pratiques. Notre attente n'est pas déçue ; sous le titre « Confidential Défense » (??) le même numéro de l'Armée nouvelle nous livre la position du PS sur la question :

« De nombreuses sections du PS auront été sollicitées par le comité de Défense des Appelés pour mener des actions communes en faveur des soldats victimes de sanctions. Ces actions ont lieu d'une façon générale sur l'initiative du Front Communiste Révolutionnaire.

Le Parti a pris clairement position sur ces affaires. Il ne saurait être question de s'associer à des manifestations de caractère antimilitariste qui ne peuvent, à terme, que se retourner contre la gauche et faire le jeu du pouvoir. Il est donc demandé aux militants de ne pas s'associer, dans ces conditions aux actions menées par les CDA. »

C'est clair et net. Mais alors, il va falloir en exclure des militants des Jeunesses Socialistes qui animent l'organisation « Information pour les Droits des Soldats » qui, quotidiennement, collabore avec le CDA !





Robert Pelletier - La manifestation de Draguignan

mois de tôle. Enfin, j'ai été re-transféré à la Courtine où j'ai fini mon temps de service, deux mois et demi, avec des permis assez fréquentes... Mais je n'ai pas eu droit au certificat de bonne conduite...

On a à peu près tout dit sur la manif de Draguignan, sa signification du point de vue de la lutte des soldats, la panique qu'elle a engendrée parmi la hiérarchie militaire, la bourgeoisie. Mais, maintenant, peux-tu nous parler de « l'autre côté », comment vous en êtes venus à sortir dans la rue ?

Il y avait dans la caserne un mécontentement très profond. Cela, personne, même au procès, n'est venu le contester. Les gars discutaient de la façon de riposter : grève ? sit-in ? manif ? Finalement, c'est l'idée d'une manif qui l'a emportée : c'est une forme de lutte que comprennent les travailleurs et, surtout, ça nous faisait sortir du ghetto de la caserne et ça nous permettait de nous adresser à la population, de faire éclater sur la place publique le problème de l'armée.

Pour rassurer les tenants du complot supérieurement préparé, je dois dire que nous n'en menions pas large en sortant de la caserne. Et puis le climat a évolué rapidement de la trouille à l'enthousiasme : des gars que j'avais entendus quelques semaines plus tôt faire des remarques racistes, portaient des antillais sur leurs épaules et scandaient « à bas le racisme » ; à aucun moment, il n'y a eu d'acte de vandalisme en dépit de la tension des gars ; les dialogues avec les officiers qui s'époumonaient à nous suivre ont été fermes mais corrects ; après la suprême impertinence qui a consisté à faire un tour de la caserne en manif et à ne pas se lever quand le colonel Paccard est entré dans la salle où il devait s'entretenir avec nous, le climat s'est un peu tendu, l'inquiétude est apparue. Le dernier moment d'enthousiasme a été celui où nous avons vu la manif filmée aux informations télévisées.

Peut-on dire que l'Appel des Cent a joué un rôle dans la préparation de la manif ?

Oui, déterminant. Tout d'abord, ce sont ceux qui l'on fait circuler le plus assidûment qui se sont retrouvés à la tête du mouvement, dans un comité de soldat embryonnaire au moment de la manif. En même temps, ce comité, en faisant signer l'appel par 200 gars, avait tissé des liens avec l'immense majorité des bidasses, si bien qu'on

peut dire que c'est presque à 200 que la manif a été préparée. Pratiquement tout le monde était prêt, sauf les gradés, bien sûr, qui n'étaient au courant de rien !

Après la manif de Karlsruhe, Hernu, du P.S., a déclaré qu'il n'était pas question pour son parti de s'associer à des « manifestations antimilitaristes » ; pourtant, quelques jours auparavant, il avait témoigné en votre faveur au procès de Marseille. Comment expliques-tu cela ?

L'écho de notre manif et du procès a imposé aux réformistes de nous soutenir. En même temps, cela leur permettait de s'opposer au gouvernement sur un terrain sur lequel ce dernier n'était pas très à son aise, de tenter de gagner une partie de la hiérarchie militaire sensible à la profondeur du malaise de l'Institution. Mais l'agitation s'étendant dans les casernes autour du procès et les soldats continuant à lutter eux-mêmes pour leurs droits, à s'organiser, alors des gens comme Hernu sont contraints de se démarquer : ils ne vont pas cautionner des « tentatives de destruction de l'armée » !

La position du P.C. n'était guère meilleure : souhaitant avant tout ne pas heurter la hiérarchie militaire, il s'est trouvé aussi confronté à ses propres militants dans les casernes. En effet, si un certain nombre d'entre eux jouent parfaitement le rôle de petits gradés « démocratiques », d'autres veulent lutter à nos côtés, contre l'armée bourgeoise. C'est pour cela aussi que le P.C. est obligé de monter des opérations du genre de la « fausse manif » de Nancy. Concrètement, dans les casernes, les militants du P.C. ont dû se déterminer par rapport à l'Appel des Cent et aux comités de soldats. Ou ils signaient et militaient dans les comités, ou ils passaient à côté des mobilisations. A Draguignan, à une ou deux exceptions près, les militants du P.C. n'ont pas participé à la manif.

Après le procès de Marseille, Maire a appelé à la création d'un syndicat de soldats. Qu'en penses-tu ?

Il y a eu un double processus. D'une part l'auto-organisation des soldats dans les comités, l'appropriation par les bidasses des formes de lutte du mouvement ouvrier, d'autre part, à partir du procès de Marseille, le développement sans précédent du soutien de l'ensemble du

mouvement ouvrier, notamment des syndicats, aux soldats. A l'évidence, cela met en pleine lumière la nécessité d'un syndicat de soldats qui dote les bidasses d'un instrument solide leur permettant de se défendre en tant que travailleurs sous l'uniforme, de s'organiser indépendamment de la hiérarchie, d'être en mesure de lutter efficacement contre toute tentative d'utilisation de l'armée contre les travailleurs — tout cela en liaison étroite avec le mouvement ouvrier organisé.

Le problème est que, depuis la déclaration de Maire, toutes les initiatives allant dans le sens du syndicat de soldats, sont venues soit

des soldats eux-mêmes, soit d'instances syndicales de base, jamais des directions. Le P.C. et la C.G.T. font preuve d'un beau sang froid en évitant soigneusement de prononcer un mot sur la question. Comment interpréter ce silence ? la langue de Maire a-t-elle fourché ? De toute façon, et quelles que soient les difficultés, quelle que soit l'ampleur de la bataille qu'il faudra livrer au pouvoir, je pense qu'il faut aller de l'avant ; en tant que militant CFDT, je ferai tout ce qui sera possible pour qu'au niveau local, comme national, la lutte pour un syndicat de classe des soldats soit menée.

photo fotolib

## UN PISTON GROS COMME UNE MAISON

*Jetées aux orties les belles promesses de la réforme Soufflet ? On y lisait pourtant noir sur blanc que les réformes de complaisance, les coups de piston, les certificats médicaux-bidon, tout ça, c'était bien fini ! Rétabli dans toute sa dignité, le sacro-saint principe de la conscription universelle et obligatoire ! Et pourtant... un ministre qui réforme d'autorité un fils de patron avec la complicité des autorités militaires, c'est ce que nous rapportent ci-dessous des appelés de Nantes. En attendant le service à la carte ou le rétablissement du droit pour les riches d'acheter un pauvre qui fasse le service à leur place, comme au bon vieux temps ?*

### « LE CAS RIPOCHE, OU LA REFORME DANS L'ARMÉE »

Victor Jean RIPOCHE est né en 1947. Il habite Saint-André de la Marche - 49450 Saint-Macaire en Mayenne. Sa mère est chef d'une entreprise de fabrication de chaussures, employant 170 ouvriers environ - « Les chaussures Gentleman ».

Victor Jean Ripoché a été incorporé à Nantes au CISS, en octobre 1974. Il a été affecté à la 1<sup>re</sup> Compagnie.

Ce qui lui importait le plus, c'était de ne pas faire son service. La réforme avant l'armée lui ayant été refusée, il ne lui restait plus comme recours que la « libération anticipée ». Il y a pour cela deux procédures : soit soutien de famille, soit chef d'entreprise. Il faut noter ici que c'est sa mère qui dirige l'entreprise, lui est employé.

15 jours après son incorporation, Victor Jean Ripoché dépose un premier dossier de libération anticipée : sa mère veut d'abord un accident et il est devenu indispensable dans l'entreprise.

Une semaine après la constitution de ce premier dossier, Madame Ripoché (subitement débâtlé) demande une audience chez le chef de Corps, le médecin-chef de deuxième classe (lieutenant colonel Gourrel). « En attendant la libération anticipée de mon fils, lui dit-elle en substance, pouvez-vous lui signer une P.P.N. (permission permanente de nuit) pour qu'il vienne m'aider le soir à l'usine ? » - « Oui, bien sûr » répond le Lieutenant colonel.

Ainsi, Victor Jean put bénéficier d'une P.P.N. pendant ses classes et comme célibataire, ce qui est le premier cas au CISS de Nantes.

Pendant ce temps le dossier de libération anticipée s'est trouvé bloqué à la 33<sup>e</sup> Division militaire au sommet de la grève des Postes. Ripoché a alors constitué un deuxième dossier, beaucoup plus mince que le premier et qu'il a porté lui-même à la signature des différents chefs de service concernés, jusqu'au chef de Corps. Le dossier a ensuite suivi son cours et est remonté jusqu'au ministère.

En attendant la réponse, Victor Jean Ripoché parlait de ce dossier à ses camarades et c'est là que se situe le noeud de l'affaire : il a ainsi déclaré : « Monsieur Ansquer (député de la Vendée, ministre de l'Artisanat et du Commerce) a téléphoné à ma mère pour lui demander dans quelle caserne j'étais ». Une autre fois il a dit : « Je vais aller manger chez Ansquer ce soir pour voir où ça en est ».

Toujours est-il qu'un beau jour, on a appris la libération de Ripoché pour le 31 janvier 75, après 4 mois de service, soit 8 mois de libération anticipée, ce qui ne s'était jamais vu de mémoire d'appelé.

De cette affaire nous avons retenu plusieurs choses : il est maintenant prouvé qu'on peut avoir quartier libre de 18 H le soir à 7 H le matin même pendant les classes et en étant célibataire (actuellement on a quartier libre jusqu'à 1 heure seulement au CISS de Nantes).

Nous aussi, nous pouvons demander une libération anticipée. Motif : « comme Ripoché ». Ansquer pense qu'une entreprise ne peut pas marcher sans patron, nous pensons surtout qu'elle ne peut pas marcher sans travailleurs.

L'ARMÉE CONTINUE LES INÉGALITÉS DE LA SOCIÉTÉ

Le patron reste patron à la caserne : il conserve ses privilèges et obtient un régime préférentiel.

Alors l'armée est apolitique ???  
SOLDATS, sous l'uniforme nous restons des travailleurs  
Nous avons des revendications à satisfaire : ORGANISONS-NOUS !!



# «LA FAMILLE SOCIALISTE»

*Thermidor au foyer  
n'est jamais loin de Thermidor...*

Le 7 mars 1975, la veille de la journée Internationale des femmes, a été officiellement publié à Cuba le Code de la Famille.

Il s'agit d'un ensemble législatif concernant le mariage, le divorce, l'adoption des enfants... en bref l'établissement d'une juridiction matrimoniale et familiale. La parution de ce texte correspond à deux objectifs explicites :

— l'actualisation du droit en matière d'institution familiale et son adaptation à la « réalité socialiste » (déclaration de Blas Roca)

— l'élimination des discriminations juridiques à l'égard des femmes, qui existaient dans le droit civil pré-révolutionnaire, maintenu jusqu'à maintenant.

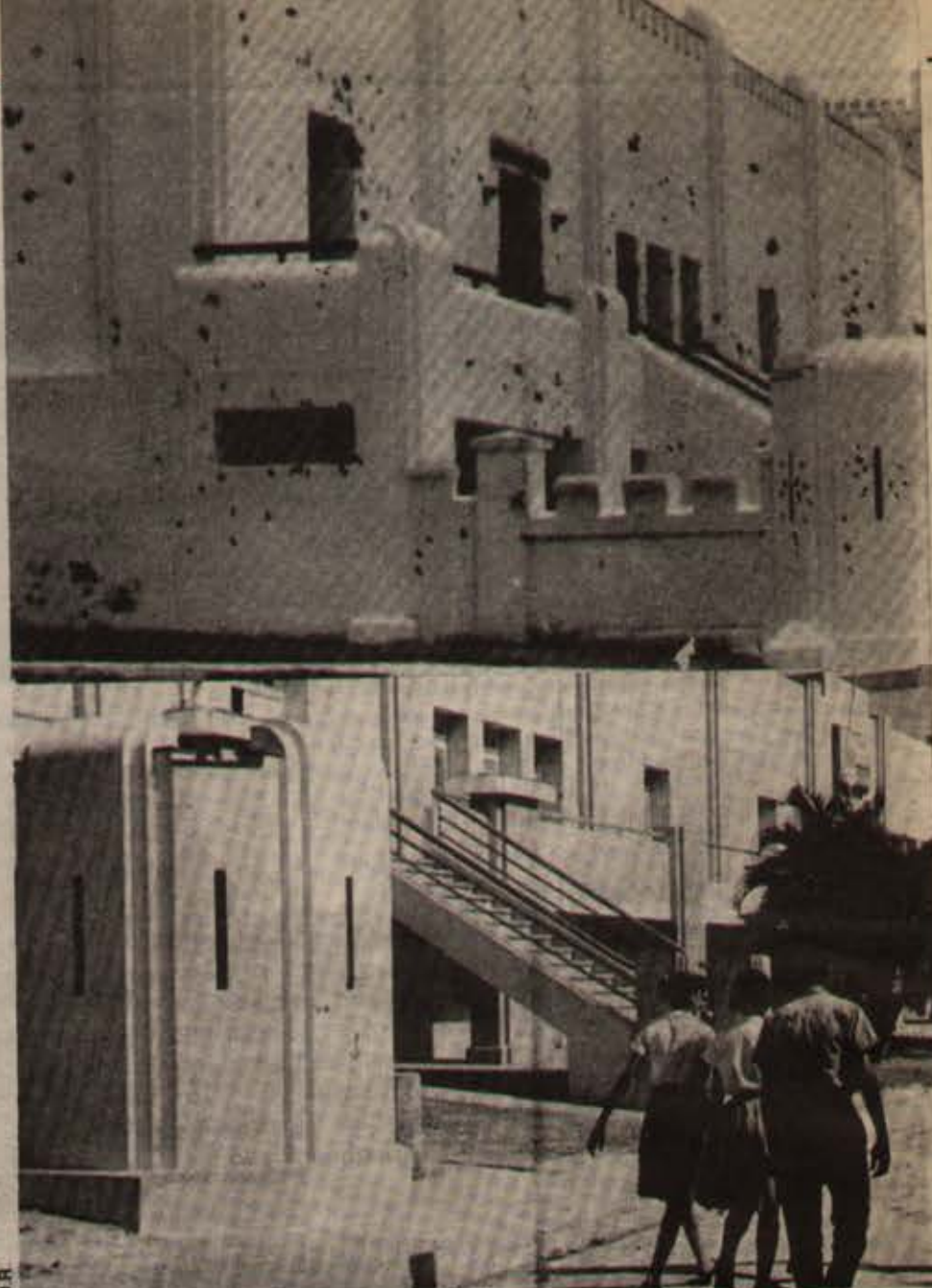
Le traitement infligé à la famille dans un Etat ouvrier opère comme un excellent révélateur : révélateur du maintien ou du déperissement de l'idéologie bourgeoise, révélateur de la condition des femmes, mais aussi révélateur de l'évolution sociale en profondeur et des rapports de forces politiques. C'est pourquoi la publication de ce code est un événement.

Le ton dominant du texte est bien la préservation de la famille : mieux, son objectif avoué s'affirme dans son « renforcement » avec surgissement du concept emprunté à la tradition stalinienne de famille socialiste. La famille, cellule de base de la société « socialiste », demeure l'unité économique, lieu de formation et de reproduction de la force de travail : le Code précise bien que les conjoints doivent s'entretenir mutuellement ainsi que leurs enfants. C'est aussi le lieu

essentiel de l'éducation des enfants et de leur formation « morale ». Il faut citer ce passage de l'article 85, sous le chapitre « relations parents-enfants » : « (le devoir des parents) est de préparer les enfants à la vie sociale, leur inculquer l'amour de la patrie, le respect de ses symboles et des valeurs qu'elle s'est données, l'esprit internationaliste, les normes de la coexistence et de la morale socialiste... ; leur inspirer par leur attitude le respect qu'ils leur doivent et leur apprendre à respecter les autorités, leurs maîtres et les autres personnes ».

Unité économique, éducatrice, idéologique, la famille est donnée comme institution, ensérée, normée par un réseau juridique qui effectivement ne peut qu'œuvrer, sinon à son renforcement, du moins à son maintien dans les formes essentielles héritées de la société bourgeoise.

Ce n'est point qu'il n'existe pas un changement par rapport à l'ancien droit bourgeois. Le divorce est accordé par consentement mutuel, ou en l'absence de ce consentement, décidé par tribunal sans qu'intervienne la notion de faute de l'un ou de l'autre des conjoints. La notion d'enfants illégitimes disparaît : la cohabitation d'un homme et d'une femme (reconnue par tribunal) entraîne les mêmes droits que le mariage légalisé. Enfin, le code affirme une égalité juridique totale entre hommes et femmes : mêmes droits, mêmes obligations : la charge de l'entretien de la famille est donnée à « l'un des conjoints » et non à l'homme.



la caserne Moncada transformée aujourd'hui en centre social

Alors ? La famille toujours, mais la famille débarrassée des scories bourgeoises d'inégalité des sexes, d'exploitation des femmes, de répression des enfants ? La famille égalitaire ou se concilient devoir social et épanouissement individuel comme l'affirme le préambule du code cubain, comme nous la promet le PCF aux temps heureux de l'avènement de la démocratie avancée sur la terre de France ?

## égalité de droit, inégalité de fait

Le croire, c'est prendre la lettre des institutions juridiques pour la réalité sociale. Il suffit de reprendre chaque fonction assignée à la famille

par le code. L'entretien de la force de travail confiée à la famille, c'est entretenir, justifier l'absence d'équipements collectifs (restaurants, laveries...), c'est maintenir l'entretien des individus dans le domaine du privé : traduction pour les femmes : condamnation à la vaisselle et à la garde des enfants à perpétuité. Car la suppression des mesures discriminatoires à l'égard des femmes est un vœu pieux : 25 % seulement des femmes travaillent à Cuba ; quand elles travaillent, c'est à 80 % dans des secteurs qui sont un prolongement des activités domestiques : éducation-santé, services divers.

Mieux, la fédération des femmes cubaines dont la création, comme toutes les organisations de masse est postérieure à la révolution ne s'est pas donnée seulement comme tâche la politisation des femmes, leur alphabétisation, leur participation à la vie sociale, elle a été chargée de la promotion de l'éducation des enfants et du développement sanitaire, toutes fonctions bien féminines.

Dans la famille cubaine, l'essentiel des travaux domestiques revient aux femmes : ce n'est pas l'article du Code qui prévoit que le conjoint travaillant à l'extérieur n'est pas dispensé des tâches ménagères qui va résoudre le problème. D'ailleurs ce n'est pas un article rédigé comme tel qui est nécessaire dans une société socialiste, pour lutter contre l'oppression des femmes, mais bien la mention que les hommes ont

## RENCONTRE EUROPEENNE DES MOUVEMENTS POUR LA LIBERALISATION DE L'AVORTEMENT

Partout en Europe se développent des luttes autour de l'avortement. Le MLAC a décidé à ses Assises de préparer une rencontre internationale de travail pour coordonner les luttes et échanger les expériences de différents pays.

Dans certains pays, on assiste à une contre-offensive des ailes les plus réactionnaires de la bourgeoisie essayant de limiter le droit à l'avortement acquis par les luttes (Allemagne, Grande-Bretagne) ; dans d'autres, sévissent encore les lois fascistes (Espagne, Italie) et ailleurs, le droit à l'avortement est limité.

Un meeting s'est tenu le 19 avril, où le MLAC a retracé l'histoire de ses luttes, montré des films et sketches réalisés. Les délégations étrangères sont intervenues sur les conditions de lutte dans leur pays. Les camarades portugaises, à travers l'analyse de la situation politique, ont montré la nécessité de mener la lutte aussi sur l'avortement et l'oppression des femmes (les lois fascistes n'ayant toujours pas été abrogées).

La rencontre du 20 avril, après un bilan des acquis du MLAC, s'est déroulée en commissions axées sur l'échange des expériences de lutte, l'analyse des perspectives de coordination

internationale et d'initiatives communes. La bataille pour l'avortement libre et gratuit s'inscrit pour toutes dans la lutte contre l'oppression des femmes et aux côtés de la classe ouvrière.

L'ensemble des mouvements sont convenus de travailler ensemble dans l'avenir en mettant en place un secrétariat international et en préparant d'ores et déjà la coordination internationale des initiatives.

Le 21 juin, en solidarité avec les camarades britanniques contre la régression de la loi.

Une semaine en juillet au Portugal pour aider les camarades qui sont encore peu nombreuses à lutter. Et, si possible :

Une manifestation massive en Italie au mois d'octobre pour faire abroger la loi fasciste qui interdit l'avortement pour « préserver la race ».

Après ce succès, partout en Europe se développera la solidarité internationale pour imposer le droit des femmes à l'avortement et contre l'oppression des femmes, en réponse à « l'année internationale de la femme (bourgeoise) » de l'O.N.U.

THALOU





## quelques articles du code de la famille

# EN U.R.S.S.

1918: égalité des droits entre hommes et femmes dans la famille

fin de la distinction entre enfants légitimes et illégitimes. simple déclaration transforme la vie en commun en mariage

séparation d'un commun accord autorisée on proclame le dépérissement de la famille.

1926: divorce par demande au

bureau d'enregistrement des mariages.

1930: réapparition des alliances et des cérémonies nuptiales.

1936: « la nouvelle politique familiale » divorce rendu plus difficile

parents responsables entièrement de l'entretien et de l'éducation des enfants

notion d'illégitimité réapparaît

interdiction de l'avortement

« Attendu que le concept socialiste de la famille part de la considération fondamentale que celle-ci constitue une entité dans laquelle l'intérêt social et l'intérêt personnel sont présents et intimement liés, vu qu'en tant que cellule élémentaire elle contribue au développement de celle-ci et joue un rôle important dans la formation des nouvelles générations et qu'en tant que centre des relations dans la vie commune entre la femme et l'homme, entre ceux-ci et leurs enfants, et entre la famille, elle répond aux intérêts humains, affectifs, et sociaux de l'individu »

### ARTICLE 1

Ce code a pour objectifs essentiels de contribuer

— au renforcement de la famille

— au renforcement du mariage contracté selon la loi.

### ARTICLE 16

Le mariage sera légalisé avec la solennité et la dignité requises par la haute signification sociale de la cérémonie.

### ARTICLE 27

Les conjoints ont l'obligation de contribuer à satisfaire les besoins de la famille qu'ils ont fondée. Toutefois, si l'un des deux ne contribue pas à la subsistance du ménage, l'autre devra contribuer seul à la subsistance économique sans être pour autant libéré de son devoir de participer aux tâches domestiques.

### ARTICLE 73

Les enfants ont comme premier nom le nom du père et comme second nom le premier nom de la mère.

« L'essence de ce code réside dans l'élimination des normes juridiques discriminatoires à l'égard de la femme et des enfants »

Bias Roca

« Mais quand l'objectif de la libération nationale est atteint, les femmes doivent continuer à lutter pour leur propre libération... La réalité est que subsistent encore des facteurs objectifs et subjectifs du maintien d'une discrimination à l'égard des femmes »

Castro

Discours de clôture du 2<sup>e</sup> congrès de la Fédération des femmes cubaines, 1975

plus que nous refusons a priori dans une société de transition l'existence d'un appareil juridique concernant la prise en charge des enfants et aussi de mesures visant à contre-balancer l'oppression maintenue des femmes. Mais l'objectif d'une société socialiste ne peut être le renforcement de la famille, sous la forme de l'unité économique-sociale actuelle, fondée sur le couple monogamique et héritée de l'avènement de la bourgeoisie. Rappelons que Trotsky militait dès 1918 pour le dépérissement de la famille, il recommandait de se « grouper en unités de ménages collectifs », en collaboration avec les soviets locaux et les syndicats ouvriers: il avait même imaginé une architecture nouvelle pour ces communautés. La suppression à terme de

la famille bourgeoise était un objectif que se donnaient clairement les bolchéviks. On est loin de cela avec le code de la famille cubain.

La famille bourgeoise, version améliorée, rebaptisée famille socialiste, reste la famille bourgeoise.

Où est l'égalité tant revendiquée entre hommes et femmes quand on maintient — et renforce — une structure où sévit le travail domestique et l'appropriation par l'homme du corps de la femme par la filiation patrilinéaire? Et la famille modèle des rapports hiérarchiques dans la société bourgeoise le reste dans la société « socialiste » et déteint à tous les degrés du processus social. Thermidor au foyer n'est jamais loin de Thermidor.

FREDERIQUE



D.R.

### renforcement de la « famille socialiste » ou dépérissement de la famille

Dire que ce code est inacceptable dans une société socialiste, est-ce donner dans l'ultra-gauchisme ou le féminisme borné, ignorer les conditions objectives auxquelles l'Etat cubain est confronté: difficultés économiques, problèmes énormes pour intégrer les femmes à la production (manque d'emplois, sous-qualification...)? Est-ce oublier l'effort fait pour l'alphabétisation des femmes, la construction accélérée de crèches et de garderies dans la plupart des villes? D'ailleurs, le mot d'ordre de destruction de la famille, dans une société où l'oppression des femmes se maintient, n'aboutirait-il pas à un surcroît d'oppression, toute garantie juridique ayant disparu?

Nous ne nions pas ces faits pas



# la croisade d'alexandre SOLJENITSYNE

Dans son dernier livre « *Le Chêne et le Veau* », Soljenitsyne raconte sa vie d'écrivain « souterrain » et l'on perçoit pourquoi le plus grand créateur produit par la société stalinienne est anticommunisme



Fotolib

Aucun doute ! La pensée politique d'Alexandre Soljenitsyne est viscéralement réactionnaire. Passéiste, au point de chanter les louanges du régime tsariste, l'écrivain russe banni a confirmé, il y a quinze jours lors de son apparition télévisée, sa vision du monde simpliste et manichéenne, déjà développée dans sa « *lettre aux dirigeants de l'Union soviétique* ». Les tirades contre le communisme totalitaire, ses prophéties sur les camps qui bientôt surgiront au Vietnam, faisaient se pâmer l'académicien d'Ormesson qui avait rarement été à pareille fête ; le rictus de plaisir du directeur du « Figaro » était celui de la vieille droite qui reconnaissait en Soljenitsyne, un de ses fils prodiges.

Oui, le Soljenitsyne « politique » a rejoint la cohorte des russes blancs, et il rejette dans le même enfer, révolution et contre-révolution ; pour

lui, socialisme et stalinisme sont indissolublement confondus et le Goulag était déjà inscrit dans Octobre.

Analyse classique, éculée même à force d'être ressassée par une bourgeoisie à court d'idées. Mais voilà, cette fois, ce n'est pas un quelconque Jean Cau, un Michel Droit de service, ni même un docte Aron. Il s'agit du plus grand écrivain russe vivant qui parle avec l'autorité que lui confère son exceptionnelle personnalité. Cette voix malgré son indigence politique, nous touche car elle vient de l'intérieur, elle a l'authenticité du vécu : cette bouche qui s'ouvre, parle pour toutes celles que l'on a fermées à jamais et ce simple constat suffit pour provoquer le malaise. Certes, beaucoup de ceux qui ont péri, dans les caves et dans les camps, n'ont pas désespéré jusqu'au dernier moment de la Révolution et du communisme et sans doute, Soljenitsyne ne peut parler en leur nom.

Il n'empêche ! Le fait est là : l'un des rares créateurs produits par la société stalinienne est un mystique, passionnément anticommuniste. Son propos nous déplaît, nous dérange et on aimerait lui suppléer celui d'un Grigorenko qui malgré les électrococs répétés, s'affirme toujours communiste.

## ECRIVAIN « SOUTERRAIN »

Faut-il dissocier, alors le Soljenitsyne « politique », du Soljenitsyne écrivain, faire une croix sur le premier et se complaire à la lecture du « Premier Cercle ». On sent bien ce que cette division a d'artificiel ; ce qui fait la puissance de l'écrivain Soljenitsyne, ce sont les conditions mêmes de sa

création littéraire et sur ce plan, son dernier livre « *Le Chêne et le Veau* » (1), qui retrace les combats de l'écrivain contre l'obscurantisme bureaucratique, nous donne de précieuses indications.

« *C'est la prison qui a fait de moi un écrivain* » a affirmé Soljenitsyne au cours de l'émission télévisée « *Apostrophes* ». Dans les contraintes de l'adversité s'est affirmé le génie créateur, c'est là qu'il a puisé son inspiration première, qu'il a pris ce souffle exceptionnel.

A la réflexion, quoi d'étonnant ! Sous tous les régimes totalitaires, les écrivains officiels ne sont que des tacherons insipides. La cour du Kremlin sous la férule des petits Jdanov n'échappe pas à la règle. La littérature de commande n'obéit qu'à l'ordre bureaucratique, elle décrit le sourire joyeux du mineur après dix heures de fond, mais elle ne plonge pas dans les ténèbres des prisons, ni ne s'égaré dans les étendues sibériques. La plume d'un Soljenitsyne, elle, se fraye son chemin « sous les décombres », là où on opprime, là où on souffre ; c'est sur cette route qu'elle a acquis cette irrésistible violence. Le « *chêne et le veau* », relate ce que fut la vie de Soljenitsyne, écrivain souterrain dans ce monde où « *les écrivains soviétiques apprennent que les barreaux ou les barbelés peuvent fort bien tenir lieu de droits d'auteur* ».

Ce monde, il faut s'y attarder, si l'on veut pouvoir porter un jugement. Alexandre Soljenitsyne, commence à écrire en 1947, pour porter témoignage devant l'histoire, même s'il n'ose espérer être édité, un jour. Au fond de sa cellule, il noircit des morceaux de papier infimes d'une écriture minuscule qu'il apprend aussitôt par cœur avant de détruire toute trace écrite de son travail. Il « engrange » ainsi dans sa mémoire jusqu'à douze mille vers, des textes en prose et il lui faut consacrer une semaine chaque mois, pour réciter son œuvre avant que le temps fasse son usage et qu'elle ne s'estompe de son esprit.

A la fin de 1953, Soljenitsyne est atteint d'un cancer ; les médecins lui donnent trois semaines à vivre. L'homme va mourir, mais également l'écrivain puisqu'il n'y a aucune trace matérielle de son travail et que Soljenitsyne n'a ni la possibilité ni le temps de coucher sur le papier cette œuvre qui hante son cerveau. Moment tragique, que l'auteur du « *chêne et le veau* » relate avec la distante ironie qui lui est familière. Déjouant les pronostics médicaux, Soljenitsyne guérit et il interprète ce miracle comme un don du ciel. Sans doute, cet

événement va accélérer l'évolution mystique de Soljenitsyne. « *Et toute la vie qui depuis lors m'a été rendue n'est plus mienne au plein sens du mot, elle porte en elle un sens* » écrit-il.

Libéré, Soljenitsyne continue son œuvre d'écrivain « souterrain », sans lecteur, sans public. Par crainte des perquisitions, il dissémine ses ouvrages, par petits morceaux en différents endroits et expédie les micro-films qu'il fait lui-même, aux Etats-Unis, à la fille de Tolstoï. Pendant cette période, l'écrivain calcule le volume de ses livres en cm3 (la place nécessaire pour les dissimuler). « *En ce domaine, j'avais pour alliés, mes yeux encore intacts et cette écriture, menue comme graines d'oignon, dont la nature m'a gratifié ; du papier mince, si l'on parvenait à en faire venir de Moscou ; la destruction intégrale (toujours et uniquement par le feu) de toutes les esquisses, des plans et rédactions intermédiaires ; une retranscription serrée au maximum, ligne contre ligne, sans la moindre marge, recto et verso* ».

## PUBLIER CELA ? IMPOSSIBLE

Après le vingt deuxième congrès, où Khrouchtchev dénonce avec une relative netteté les méfaits de Staline, Soljenitsyne « se découvre » et va porter le manuscrit de ce qui deviendra « *Une journée d'Ivan Denissovitch* » à la revue littéraire *Novy Mir* qui passe pour être libérale. Avec l'appui de Khrouchtchev, le roman est publié mais par la suite, pour la « *Maison de Matriona* », la résistance est plus vive : « *Vous n'allez tout de même pas me dire qu'on a fait la Révolution d'Octobre pour des prunes* » lance à Soljenitsyne le directeur de *Novy Mir*.

Quant au « *Premier cercle* », il plonge les bureaucrates « libéraux » dans des abîmes de perplexité. « *Publier cela, impossible s'écrie l'un d'eux. Mais ne pas le publier, c'est moralement impossible aussi* ». Et un autre ajoute : « *Il n'y a rien là dedans contre le communisme* ». Et s'il est vrai que le « *Premier cercle* » est un livre violemment antistalinien, rien ne permet de penser qu'à ce moment déjà Soljenitsyne confonde dans une même haine socialisme et stalinisme. Ecrivait-il « *masqué* » à la limite de la tolérance de la censure, refoulant son messianisme anticommuniste, ou a-t-il subi une évolution ultérieure au « *Premier Cercle* » ? Avant même le limogeage de Khrouchtchev, un vent glacial souffle à nouveau sur la littérature soviétique. Les relations se tendent entre le pouvoir et l'écrivain.



## J'irai à la fête de la libre expression

Pour financer le supplément périodique « *Débat unitaire* » de la gauche révolutionnaire, Politique Hebdo organise une grande fête de la libre expression culturelle et politique.

### UN APERÇU DU PROGRAMME

Téâtre : Du Soleil, l' Aquarium, Agit, troupe Z, etc... ; cabaret : Rufus, Patrick Font, Philippe Val, etc... ; cinéma : Section 5 de Costa Gavras, des inédits sur le Vietnam, le Portugal, etc... ; pop : Ex-magna, Ameson, Lard Free, etc... ; chansons : François Beranger, Roger Siffer, J.P. Verdier, Areski, Brigitte Fontaine, Gilles Servat, etc... ; jazz : Cohelmec ensemble, Steve Lacy, Michel Portal, etc... ; danse : ballet Pounmiesco ; spectacles pour enfants : le bonhomme Rouge, l' Araignée, les marionnettes du Lapin Noir, etc... et des débats : Justice, École, Armée, Immigrés, Autogestion, etc...

La présence de nombreux mouvements en lutte  
Mechoui avec les paysans travailleurs

Les 10 et 11 mai aux  
HALLES DE LA VILLETTE  
(Métro Porte de Pantin)





Cette  
semaine

# DANS L'OBJECTIF



quand j'entends le mot « culture »,  
je sors mon « programme de tran-  
sition ».

## ● La CFDT d'aujourd'hui (seuil)

La CFDT en 1975 vue par Edmond Maire et Jacques Julliard. L'analyse des forces et faiblesses de la centrale et l'appréciation de la direction sur l'autogestion.

## ● Avocat de Trotsky

Gérard Rosenthal, a rejoint, un des premiers, Trotsky dans son exil à Alma Ata. Il raconte ses douze années de combat avec « le vieux » dont il fut le secrétaire et l'avocat et présente sa correspondance inédite avec le fondateur de l'armée Rouge (Robert Laffont).

## ● Enseignements de la Révolution Espagnole

Pour l'auteur, Vernon Richard qui présente le point de vue libertaire sur la guerre d'Espagne, le principal enseignement de la Révolution Espagnole est dans la tentative autogestionnaire impulsée par les anarcho-syndicalistes (10-18).

## ● Changer la vie changer la ville

Anatole Kopp, urbaniste, qui a déjà publié « Ville et Révolution » montre dans ce deuxième ouvrage la dimension politique de l'œuvre des architectes et urbanistes soviétiques des années 20 et tente de répondre « au pourquoi » du nouvel urbanisme (10-18).

## ● La Tragédie de Cronstadt

Le dossier de Cronstadt présenté par l'universitaire américain Paul Avrich qui a fait des recherches minutieuses. Pourquoi les bolchéviques ont « tiré comme des perdreaux » des insurgés qui réclamaient « tout le pouvoir aux soviets » (10-18).

## ● Section Spéciale

de Costa Gavras. Après l'attentat de Fabien contre un officier de la Wehrmacht à la station Barbès-Rochechouart, les autorités allemandes décident de faire exécuter six otages. Le réalisateur de « Z » et de « Etat de Siège » démonte le mécanisme de l'Etat totalitaire (A Paris, St Germain-village, Danton, Colisée, Français, Fauvette, Montparnasse-Pathé, Gaumont-Convention, Victor Hugo, Caravelle).

## ● Le Bougnoul

de Daniel Moosmann. Après « Dupont-Lajoie », un nouveau film sur le racisme. Les « aventures » quotidiennes d'un travailleur algérien en France (U.G.C. Marbeuf Studio de la Harpe, La Clef).

## « SI TU NE SAUTES PAS, TU ES UN MOMIES » (1)

« La guerre des momies » documentaire « de l'Unité populaire au putsch » 1974 film de Heynowski et Schumann (R.D.A.) Cinéma « la Clef » à Paris.

Le film est bien fait. Le montage alterne « avant » et « après ». « Avant », c'est la mobilisation exceptionnelle des masses sous l'Unité populaire. Et « après » c'est l'ombre sinistre de Pinochet. « Avant » c'est l'espoir. « après » c'est la défaite amère. Par a coup brutaux l'image projette le présent dans le passé et tente ainsi de mettre en relief les origines du coup d'Etat impossible par cette méthode d'échapper aux questions décisives des préparatifs de l'impérialisme dès 1970 l'organisation de la catastrophe économique par les trusts le complot de l'armée.

Les auteurs mettent ainsi clairement le doigt sur la responsabilité de l'impérialisme, mais il ne répond pas à tout. Certes il condamne sans appel les assassins civils ou militaires chiliens ou américains, Pinochet-Sanz et Kissinger sans doute il soutient sans réserve « les masses » ceux qui croyaient qu'enfin on allait abattre les « momies » les exploitateurs, tous ceux qui sont contre l'ouvrier.

Mais dix-huit mois après le putsch au moment où l'impérialisme US menace le Portugal, il faut tirer des leçons claires de l'expérience chilienne.

« Le peuple uni ne sera jamais vaincu ». Ce mot d'ordre désespéré qui termine le film est démenti par les images qui précèdent : le palais de la Moneda détruit, les années criminelles qui sortent de la bouche des généraux obus, les corps que l'on enterre, les livres brûlés, les contrôles, les fouilles, les arrestations, le mot ouvrier interdit stupidement remplacé par employé manuel, parce qu'ouvrier est synonyme de révolutionnaire, de communiste, d'espoir.

M.A.  
(1) le film débute par une manifestation où tout le monde saute en criant ce mot d'ordre.

# réinventer L'AVENIR

« L'écologie, c'est une donnée  
de base que doit intégrer  
le mouvement ouvrier ».

→ suite de la page 24

risquent vraiment de se poser des problèmes politiques nouveaux et puis aussi le fait qu'on pouvait gagner. Pour nous ce qui est important, c'est de casser la Machine, de briser le lien entre la population et la Machine. C'est un maillon faible du système. Regarde ce qui s'est déjà passé : en Suède on est passé au débat sur l'énergie, en Hollande, moratoire ; aux USA, la consommation d'énergie baisse, des commandes de centrales sont annulées. Il y aura probablement des centrales construites. Mais ce n'est pas le problème. Notre démarche est la suivante : la politique concerne tout le monde et s'étend à tous les aspects de la vie sociale (y compris la science et la technique). Si on arrive à le faire admettre, pour le nucléaire, alors une brèche sera ouverte pour tous les problèmes de l'environnement.

Et puis ce qui nous passionne, c'est que, puisqu'on peut gagner, il va falloir se mettre à la tâche pour autre chose. Si on paralyse le capital sur ce terrain là, on est condamné à deux pas en avant. Pour prendre une image qui nous est familière, nous sommes contre l'omelette proposée parce que le capital risque de casser les oeufs.



DR. Contre les centrales nucléaires, une lutte internationale.

sans avoir d'omelette du tout. Que signifie cette énergie nucléaire ? On peut montrer facilement ses limites écologiques, économiques, politiques. On peut montrer qu'elle crée une dépendance de plus en plus dramatique des pays du tiers-monde, qu'elle implique de nouvelles concentrations urbaines, des conversions massives...

Mais je voudrais revenir pour finir, sur le problème général de la lutte écologique. Je crois qu'il serait totalement faux de la penser comme un front secondaire. A la limite, la lutte contre les centrales, oui, mais pas l'écologie : l'écologie, c'est une donnée de base que doit intégrer le mouvement ouvrier. Le matérialisme historique, c'est la théorie du mode de production ; mais manque le lien entre cette théorie et celle de l'écosphère. Ce manque, de notre côté, nous ne cherchons pas à le combler. On attend vraiment des associations, des regroupements plus spécifiquement politiques qu'ils intègrent ces problèmes. Alors, il n'y aurait plus aucune raison de maintenir un mouvement écologique indépendant, si les organisations révolutionnaires sont capables de prendre en charge le combat sur le terrain écologique.

Le 16 mai 1967, Soljénitsyne adresse sa célèbre lettre au congrès des Ecrivains. C'est une véritable déclaration de guerre. « Ne pouvant accéder à la tribune du Congrès, écrit-il, je prie ce dernier d'étudier ce qui suit : L'asservissement devenu intolérable dont notre littérature est l'objet depuis des dizaines d'années de la part de la censure, et qui ne peut plus être toléré à l'avenir... »

C'en est bien fini du combat dans l'ombre. Connus dans le monde entier, bientôt lauréat du prix Nobel, Soljénitsyne affronte ouvertement la bureaucratie du Kremlin, et devient naturellement le symbole de l'opposition. Celle-ci suit d'ailleurs une évolution politique semblable à celle de Soljénitsyne : les courants mystiques, nationalistes grand-russes, anticommunistes, prennent une importance de plus en plus grande, alors que les voix de « l'opposition de gauche » ont été brisées (Yakir) ou étouffées (Grigorenko). L'enquête pour la rédaction de « l'Archipel du Goulag » accentuée encore, semble-t-il, l'anticommunisme de Soljénitsyne. Les 227 témoins survivants de l'Archipel, interrogés par l'auteur ont peut-être révélé à Soljénitsyne une ampleur et une férocité dans la répression qu'il ne soupçonnait pas ? Toujours est-il que c'est dans « l'Archipel » que Soljénitsyne défend pour la première fois la thèse de l'horreur congénitale de la Révolution d'Octobre : la révolution n'a pas dégénéré puisqu'elle est née monstre et que, sous Lénine déjà, s'ouvraient les camps et s'abattaient le knout. Le géorgien moustachu n'a fait que reprendre le flambeau des mains du petit barbichu. Tel est le crédo, aujourd'hui, de Soljénitsyne, dont on a essayé de retracer l'itinéraire.

Trop évidemment, avec la rapacité qui la caractérise, la réaction internationale s'est approprié Soljénitsyne et l'utilise dans sa permanente croisade anticommuniste. Il est vain et illusoire de tenter, comme s'y est essayé Jean Daniel, de faire de Soljénitsyne le porte-parole de tous les opprimés. Victime du stalinisme, Soljénitsyne se range sous la bannière de l'« occident chrétien » à qui il reproche de ne pas suffisamment défendre la « liberté » au Vietnam, comme il l'a fait au Chili. Le régime stalinien a fait de Soljénitsyne un anti-communiste mais le paradoxe veut qu'il en a fait aussi et surtout un écrivain. Et la signification de l'œuvre dépasse très largement l'individu Soljénitsyne.

A.C.

1) « Le chêne et le veau » éditions du Seuil.



# réinventer L'AVENIR

« L'écologie, c'est une donnée de base que doit intégrer le mouvement ouvrier ». interview d'un animateur des « Amis de la terre ».



Depuis quelques années, le mouvement écologique a fait irruption sur la scène politique des pays capitalistes avancés : le fait que l'Etat bourgeois reprenne à son compte ses revendications les plus bénignes ne doit pas faire hurler à la récupération ou au réformisme parce que cela signifie simplement ceci : la lutte écologique peut créer quelques difficultés à la bourgeoisie ; et cette dernière n'hésitera pas, si la pression populaire se fait trop forte, à faire des concessions, à céder sur des questions secondaires pour sauver l'essentiel : la subordination du travail au capital. Il faut comprendre cela pour saisir l'intérêt et l'ambiguïté de la lutte sur le terrain écologique. Nous publions ci-dessous des extraits d'une interview de Brice LALONDE, animateur des « Amis de la terre », ses réponses n'esquivent pas ces problèmes. Pour nous, la tâche de l'heure est de porter d'abord la lutte sur le lieu même de la reproduction du capital, l'entreprise. Mais ce serait une vision pauvre et fautive de la lutte politique contre la bourgeoisie que de ne pas comprendre que la sphère de domination du capital englobe toute la vie du prolétaire : c'est-à-dire qu'elle s'étend aussi au niveau de la reproduction de sa force de travail, de son cadre de vie. La faiblesse essentielle du mouvement écologique, c'est son extériorité à la classe ouvrière. Mais c'est peut-être aussi la rançon des déformations productivistes qui marquent le mouvement ouvrier. Les mobilisations actuelles contre le programme nucléaire des trusts doivent favoriser la prise en charge des exigences écologiques par le mouvement ouvrier, par les forces révolutionnaires elles-mêmes.

LE 22 avril  
J.P. Deléage

Peux-tu expliquer d'abord ce qu'est aujourd'hui le mouvement écologique en France ? Comment l'analyser-tu ?

Ce n'est pas vraiment une analyse que je peux faire, plutôt une description : le mouvement écologique se compose de quatre courants qui se retrouvent à l'occasion d'actions ponctuelles.

Le premier courant est le courant scientifique, constitué surtout de naturalistes et d'écologistes universitaires. Leur activité combine travail sur le terrain et approfondissement théorique. On assiste aujourd'hui en France à la naissance d'un courant de scientifiques du type de ceux qu'ont connus les U.S.A. avec des gens comme Commoner. Il s'agit le plus souvent de scientifiques réformistes, mais militants et qui se radicalisent rapidement.

Il y a ensuite le courant du cadre de vie, aux limites floues. Ça peut aller d'un comité de locataires à une comité « de résidences secondaires ». L'an dernier, il se créait un tel comité tous les deux jours en France. Ces comités sont le plus souvent dominés par les notables. Mais ils commencent à se fédérer géographiquement ou autour d'un thème (défense de la forêt, par exemple). Et, dès qu'ils entrent en lutte, ils se radicalisent rapidement parce qu'ils se heurtent à l'Etat et le plus souvent, ils larguent alors les notables.

Le troisième courant est celui que j'appellerai le courant du nouvel espoir révolutionnaire, il est surtout constitué par les jeunes, c'est aussi le mouvement des com-

munautés : c'est un courant d'inspiration libertaire, mais confus. Il évolue cependant, parce que de plus en plus de militants révolutionnaires « classiques » s'y retrouvent.

Le dernier courant est celui constitué par les associations ad hoc : bouffe biologique, hygiène naturelle... c'est le courant le plus ambigu.

Mais comment se situent les « Amis de la terre » dans ce mouvement ?

Un peu au confluent. Au début, les A.T. étaient une bouture à partir du modèle américain (lobby, groupe d'experts et de pression, travail d'édition) Mais rapidement en France, nous avons opposé à cette vision la stratégie du mouvement de masse, en cherchant à promouvoir des actions qui posent d'emblée des problèmes politiques : c'est pourquoi les cibles choisies ont été l'auto et le nucléaire... Le mouvement remonte au début des années 70, 1972 a été une année importante, celle de Stockholm, de la prise de conscience de la dimension du tiers-monde. Le nucléaire aussi a joué un rôle important, en faisant prendre conscience de l'unité du monde vivant, de la biosphère.



Spectacle de rue à Marckolsheim, oct. 74 : « Il était une fois Minamata... ».

J'insiste maintenant sur une question fondamentale. La bourgeoisie utilise à son profit les problèmes de l'environnement. Très souvent le chantage suivant est fait aux travailleurs : « acceptez des conditions de travail insalubres, la destruction de votre cadre de vie, ou bien nous allons installer notre usine ailleurs, et pour vous, ce sera le chômage ».

On peut donner des éléments de réponse : d'abord le chômage, le cadre de vie, ça ne peut pas s'améliorer radicalement dans le cadre de la société capitaliste. A côté de cela, nous attachons une grande importance à la recherche d'alternatives techniques, aux problèmes de la reconversion. Deux exemples permettent de comprendre : pendant la campagne Dumont nous avions des contacts avec les syndicats de la SNIAS. Nous pensions que leur expérience accumulée en matière d'aérodynamisme pouvait permettre de lancer assez

rapidement une production d'éoliennes... Nous avons eu une autre idée avec des ouvriers de Piron-Bretoncelles, la fabrication de récepteurs solaires...

Mais fondamentalement, ce n'est pas aux militants révolutionnaires à fournir un emploi aux gens et surtout, le problème est d'abord politique. Il faut que chacun ait un revenu, mais nous devons toujours avoir cette idée derrière la tête : le but, c'est que chacun puisse décider de son travail. Je précise ici que l'auto-gestion (et la décentralisation) est une idée très importante : pour nous, elle s'appuie sur des alternatives techniques concrètes (énergie solaire, etc.)

C'est tout le problème du développement des forces productives, de la production de l'ensemble de l'économie « humaine et naturelle ».

Une des faiblesses majeures des mouvements écologiques me semble être leur marginalité par rapport à la classe ouvrière, par rapport aux organisations ouvrières. N'y-a-t-il pas là un danger de subordination du mouvement écologique à l'idéologie et à la politique bourgeoises ?

Certainement, tu as raison. Comme couches sociales, le mouvement écologique a d'abord attiré des jeunes, puis des membres de professions libérales, des instituteurs, puis des petits paysans et des pêcheurs, enfin un peu d'ouvriers, mais généralement marginaux, avec par exemple des éboueurs qui sont venus discuter avec nous, ce qui est tout de même symbolique pour un mouvement écologique. J'insiste sur l'importance des instituteurs parce qu'ils ont joué un rôle déterminant dans la structuration du mouvement écologique. J'insiste aussi sur les agriculteurs. Je crois d'ailleurs que le mouvement révolutionnaire s'est trompé sur les agriculteurs, qu'il a négligé leur potentiel de lutte.

Vos problèmes ne tiennent-ils pas en dernière instance à un certain flou politique ? Flou dans vos rapports à la classe ouvrière, flou dans vos rapports à ses organisations politiques, révolutionnaires ou réformistes.

Nous ne voulons pas refaire la trajectoire des autres organisations révolutionnaires. Actuellement, notre intervention est souvent confuse, mais elle est concrète. A la limite, ce que nous voulons, ce sont des actions exemplaires. Quant aux risques de récupération par le réformisme, pour l'instant, ce n'est pas ce qui se passe. Le danger existe toujours, mais il ne faut pas en faire un épouvantail. Il a tellement été théorisé par des mouvements comme « Survivre et vivre » qu'ils ont tout laissé tomber. Non, la meilleure garantie pour nous c'est de dire : c'est à ceux qui luttent, qui sont directement intéressés à telle action de la prendre en charge eux-mêmes, de décider...

Mais en même temps, je serais très heureux si l'écologie était récupérée par tous ceux qui se sont battus en Mai 1968. Ce que je veux, c'est faire la révolution. A cet égard, il y a un problème d'expérience pour le mouvement écologique, une certaine faiblesse liée à un manque évident de maturité politique ; mais aussi une expérience nouvelle : construire un militantisme s'appuyant sur un réseau, et non une organisation au sens classique du terme, et la volonté d'être toujours concret.

Je voudrais que tu expliques maintenant les raisons essentielles de la lutte que vous avez engagée contre les centrales nucléaires.

Ce qui nous a déterminé, c'est le côté irréversible du choix, c'est l'étendue du problème qui est telle que

suite page 23